

Pour tout renseignement complémentaire:

Programme des Nations Unies pour l'environnement
Division Technologie, Industrie et Economie
39-43 quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15

France

Tél.: +33 1 44 37 14 50

Fax: +33 1 44 37 14 74

Mél.: wssd@unep.fr

Site Internet: <http://www.unep.org/wssd/>

www.unep.org

Programme des Nations Unies pour
l'environnement
B.P. Box 30552 Nairobi, Kenya
Tél.: (254 2) 621234
Fax: (254 2) 623927
Mél: cpinfo@unep.org
Site Internet: www.unep.org



*L'industrie: un partenaire pour
le développement durable*

10 ans après Rio:
l'évaluation du PNUE

*Une contribution au Sommet mondial
sur le développement durable*



L'industrie: un partenaire pour le développement durable

10 ans après Rio: l'évaluation du PNUE

A condition d'en mentionner la source, la présente publication peut être reproduite intégralement ou en partie sous quelque forme que ce soit à des fins pédagogiques ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur du copyright. Le PNUE souhaiterait recevoir un exemplaire de toute publication produite à partir des informations contenues dans le présent document. L'usage de la présente publication pour la vente ou toute autre initiative commerciale quelle qu'elle soit est interdite sans l'autorisation préalable écrite du PNUE.

Les termes utilisés et la présentation du matériel contenu dans la présente publication ne sont en aucune façon l'expression d'une opinion quelconque par le Programme des Nations Unies pour l'environnement à propos de la situation légale d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou de son administration ou de la délimitation de ses frontières ou de ses limites. De plus, les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement la décision ou la politique officielle du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de même que la mention de marques ou de méthodes commerciales ne constitue une recommandation.

La présente traduction n'engage pas la responsabilité des auteurs du document original en anglais. Le texte anglais prévaut, en toutes circonstances, et peut être consulté sur le site Internet du PNUE DTIE (<http://www.uneptie.org/wssd/>).

Publié au Royaume-Uni en 2002.

Copyright (c) 2002 United Nations Environment Programme

ISBN: 92-807-2197-6

Production

Conception: **Beacon Creative**
+44 (0) 1825 768811

Imprimé par **The Beacon Press** à l'aide de sa technologie d'impression **sunprint** qui n'utilise ni eau ni alcool. Aucun produit chimique de traitement de pellicule n'a été utilisé et 90 % du solvant de nettoyage ont été recyclés.

L'électricité a été produite à partir de sources renouvelables et des encres d'origine végétales ont été employées. Homologué conforme à la norme ISO 14001 relative aux systèmes de gestion de l'environnement (certificat n° E9586) et à EMAS (Eco Management and Audit Scheme) sous le n° UK-S-00011. L'imprimeur détient un certificat FSC Chain of Custody; 85 % des déchets associés à ce produit seront recyclés.

Programme des Nations Unies pour l'environnement
Division Technologie, Industrie et Economie
39-43 quai André Citroën
75739 Paris Cedex 15

France

Tél.: +33 1 44 37 14 50

Fax: +33 1 44 37 14 74

Mél.: wssd@unep.fr

Site Internet: <http://www.uneptie.org/wssd/>



Avis au lecteur

Ce rapport présente les actions accomplies, réalisations en cours, défis et objectifs futurs de l'industrie concernant le développement durable. Il contribue aux activités globales pour la préparation du Sommet mondial sur le développement durable en donnant des recommandations pour un développement industriel durable.

Le rapport s'appuie sur les résultats d'une consultation multi-acteur parrainée par la Division Technologie, Industrie et Economie (DTIE) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Ce processus a été possible grâce au généreux soutien financier du Ministère français de l'environnement.

Table des matières

5	Résumé analytique
11	Préambule
13	Chapitre 1: Introduction
14	Origine
14	Atouts et carences du processus du PNUE
19	Chapitre 2: Réalisations et écarts de l'industrie
20	2.1 Importance économique
26	2.2 Performance environnementale
27	Rendement énergétique et consommation d'énergie
28	Substances appauvrissant la couche d'ozone, gaz à effet de serre et émissions dans l'atmosphère
29	Réduction des déchets, recyclage, rendement des ressources matérielles
30	Préservation de l'eau douce
31	2.3 Aspects sociaux
32	Conditions de travail
32	Droits de l'homme
33	Autres questions sociales
34	2.4 Outils favorisant un développement durable
35	Dialogue multipartite
36	Partenariats publics-privés
37	Initiatives et codes volontaires
39	Systèmes de gestion de l'environnement
40	Publication de rapports sur le développement durable et l'environnement
41	R&D et technologies écologiques
43	2.5 L'intégration au service du développement durable
43	Intégration sociale, environnementale et économique / intégration sociétale
44	Intégration intersectorielle au service du développement durable
46	Intégration mondiale
49	Chapitre 3: Défis, objectifs et engagements des secteurs
63	Chapitre 4: Conclusions et recommandations
65	Priorité n° 1 - Prises de décision courantes
66	Priorité n° 2 – Initiatives de volontariat
67	Priorité n° 3 – Publication de rapports
68	Priorité n° 4 - Intégration sociale, environnementale et économique
69	Priorité n° 5 – Ouvertures mondiales et responsabilités
71	Chapitre 5: Sur ce processus d'établissement de rapports, ils ont dit...

Résumé analytique

Par un processus aux multiples parties prenantes initié par le PNUE dans le cadre du Sommet mondial sur le développement durable, vingt-deux secteurs industriels ont élaboré des rapports sur leur développement durable au niveau mondial. Les secteurs représentés vont de la production d'aluminium aux industries chimiques en passant par le tourisme et la finance. Pour la première fois, des entreprises et des industries se sont associées aux Nations Unies en consultation avec des organisations ouvrières et non gouvernementales, avec pour objectif de publier les progrès réalisés à l'échelle mondiale par chaque secteur dans la mise en œuvre du programme Action 21 en y intégrant les facteurs économiques, sociaux et environnementaux d'un développement durable. Comme toute première initiative, cela ne s'est pas réalisé sans mal. Mais en dépit des difficultés, les secteurs industriels participants et les parties prenantes ont d'une manière générale jugé le processus positif, en ce sens qu'il a contribué à une meilleure compréhension mutuelle pour aller de l'avant. Il a facilité l'identification des principaux progrès et initiatives, tout en soulignant les domaines exigeant des améliorations.

Cette publication apporte une vue d'ensemble des progrès de l'industrie et du travail restant à accomplir pour mettre en œuvre Action 21 et évoluer vers un développement durable. Elle identifie les principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes, résume les difficultés, objectifs et engagements spécifiques à chaque secteur et donne les recommandations du PNUE sur les efforts à poursuivre. Cette vue d'ensemble couvre les aspects économiques, la performance environnementale, les questions sociales et les outils favorisant un développement durable et son intégration.

Importance économique des secteurs industriels

Par le passé, on a porté une grande attention au pilier économique du développement

durable. Ainsi, seule une brève vue d'ensemble de l'importance économique par secteur industriel est fournie concernant sa production mondiale, ses prévisions de croissance et son effectif mondial.

Il convient d'insister sur les points suivants:

- Une entreprise ou une industrie doit être économiquement viable pour contribuer à un développement écologiquement durable. Toutefois, son rôle ne se résume pas à la création d'emplois et de richesse.
- Le développement durable dépend des conditions et du contexte locaux. Il est possible qu'une communauté souhaite accorder la priorité à l'un ou l'autre des trois piliers afin de satisfaire des exigences particulières de développement. Mais à terme, le développement économique ne durera pas sans tenir compte des attentes en matière sociale et environnementale.
- Dans un monde de plus en plus interdépendant, la contribution de l'industrie à un développement durable doit envisager les aspects économiques, environnementaux et sociaux au niveau tant local que mondial.

Performance environnementale par secteur

Les secteurs industriels participants ont déployé des efforts significatifs pour réduire leur impact sur l'environnement. Résultat d'une prise de conscience croissante et des progrès réalisés dans l'application des outils de gestion, la consommation d'énergie, les émissions et les rejets toxiques ont été réduits; en outre, gestion des ressources et de l'eau a été améliorée. Dans les rapports sectoriels, ces domaines ont donc reçu une attention supérieure à ceux dont l'effet est plus difficile à évaluer; comme la biodiversité et l'impact environnemental de l'utilisation des produits, qui nécessiteront à l'avenir une plus grande considération.

Les nouvelles contraintes juridiques et réglementaires, le propre intérêt des

entreprises à réduire les coûts associés aux matières premières et au traitement des émissions et des déchets, de même que les inquiétudes croissantes du public sont souvent cités comme les principaux incitateurs de ces progrès. Les conventions internationales, telles que le Protocole de Montréal relatif aux substances appauvrissant la couche d'ozone, ont également fortement incité les industries à investir dans de nouvelles technologies plus propres à l'égard de l'environnement. La notion de production propre (et les concepts préventifs associés tels que l'efficacité écologique), promue bonne pratique par les associations industrielles, s'est répandue de quelques entreprises multinationales à une large population qui la considère comme premier choix.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- **Manque de données ou données non comparables.** Il est difficile de mesurer les véritables progrès à l'échelle mondiale. Des différences considérables existent entre ce qui est mesuré, le mode de mesure (par exemple, réductions absolues ou relatives) et l'intervalle de temps utilisé. Il est donc malaisé de déterminer si les progrès environnementaux sont réels ou seulement le résultat de ralentissements économiques ou de déplacements géographiques de production.
- **Impacts de l'utilisation de produits.** Pour de nombreux produits, les effets les plus nuisibles à l'environnement (consommation d'énergie, émissions atmosphériques, pollution de l'eau, etc.) ont lieu au cours de leur utilisation. Le cycle de vie complet, la gestion des produits et les pratiques de conception écologique ne sont pas encore des notions répandues.
- **Production plus propre ou fin de chaîne ?** Il est également difficile de savoir si les réductions de polluants et de déchets sont dues à des techniques de production véritablement plus propres (i.e. prévention à la source) ou simplement réparties entre atmosphère, eau et sol par le biais des

technologies de fin de chaîne.

- **Croissance occultant les gains / effet de rebond:** Les gains réalisés par les réductions relatives ou les rendements (i.e. par unité de production) sont dans de nombreux cas occultés par la croissance économique. Ils peuvent aussi être atténués par la difficulté de mesure des effets de 'rebond', dans lesquels les gains réalisés dans un domaine sont contrebalancés par de nouvelles demandes consécutives à ces gains.
- **PME:** Les besoins particuliers de la majorité des petites et moyennes entreprises (en particulier celles hors de la portée des politiques des entreprises multinationales ou de l'influence des systèmes de certification concurrentiels comme ISO 14000) pour réduire leur impact sur l'environnement sont toujours loin d'être satisfaits, malgré l'identification depuis des années des PME en tant que priorité.
- **Pays en voie de développement:** Dans une certaine mesure, les pays en voie de développement, de même que les pays en transition économique, se sont abstenus de commettre les erreurs environnementales passées des pays industrialisés, par l'intégration rapide d'une production plus propre dans leur développement industriel et l'adoption d'une démarche plus intégrée à un développement durable. Cependant, il reste beaucoup à faire pour évaluer et rendre compte des progrès enregistrés dans ces pays et obtenir une meilleure vision des véritables améliorations et de ce qui reste à faire.
- **Déplacement géographique de la production:** On observe un déplacement à l'échelle mondiale de la production/fabrication vers les pays plus pauvres, qui souvent ne disposent ni des ressources ni de la capacité à gérer les effets associés sur l'environnement, la santé et la sécurité.

Questions sociales

Les entreprises et industries sont de plus en plus conscientes que l'aspect social d'un développement durable mondial doit être pris en compte au même titre que les aspects

environnementaux et économiques. Les entreprises et industries de pointe tentent de mieux cerner les implications et contributions sociales directes et indirectes de leurs activités. Pour beaucoup, les principes de responsabilité sociale adoptés par certaines entreprises bénéficient non seulement à la société tout entière, mais contribuent aussi à renforcer l'image, la compétitivité et la gestion du risque chez ces entreprises. Cependant, le concept de responsabilité sociale d'entreprise, dans un contexte de développement durable, est encore à l'état embryonnaire, tout comme l'était la responsabilité environnementale dix ans auparavant. En conséquence, il n'existe pas encore d'accord global sur la définition pratique de la responsabilité sociale d'entreprise; certains incluent même à tort la responsabilité environnementale en tant que responsabilité sociale.

Les secteurs industriels participants se sont donc efforcés de déterminer comment traiter, mesurer et rendre compte de leurs contributions et implications sociales, en développant principalement les conditions de travail, les droits de l'homme et d'autres aspects rapide d'une production plus propre. Cet aspect des rapports sur le développement durable va probablement s'améliorer. En effet, les entreprises et industries perçoivent de mieux en mieux les attentes sociétales émergentes (et parfois conflictuelles) concernant la responsabilité sociale d'entreprise, aidées par des initiatives de parties prenantes multiples comme les initiatives 'Global Compact' (Contrat mondial) et l'initiative mondiale pour la production de rapports 'Global Reporting Initiative' (GRI), qui contiennent des critères et indicateurs de performance sociaux.

Outils favorisant un développement durable

Au cours de la dernière décennie, l'industrie a utilisé de nombreux outils pour mettre en pratique la notion de développement durable. Le dialogue entre parties prenantes multiples est de mieux en mieux accepté comme outil pour permettre aux entreprises de comprendre les attentes de la société, pour

limiter les problèmes et pour déterminer des solutions en faveur d'un développement durable. Les initiatives volontaires sont devenues un outil plus courant pour sensibiliser l'industrie sur la nécessité d'améliorer sa performance environnementale conformément aux obligations réglementaires et au-delà. Les systèmes de gestion de l'environnement sont devenus synonymes de bonne pratique industrielle et d'avantage concurrentiel sur les marchés lorsqu'ils sont associés à des certifications tierces comme la norme ISO 14001 ou l'éco-audit européen.

La publication par les entreprises et associations de rapports sur le développement durable et l'environnement sont de plus en plus considérés comme des outils de mesure et de communication de la performance des entreprises et des industries. Un progrès important porte sur le développement d'un large consensus de parties prenantes sur les indicateurs fondamentaux d'un développement durable développés par l'initiative GRI (Global Reporting Initiative), parrainée par les Nations Unies. Les industries des marchés fortement concurrentiels investissent une partie de leur budget de R&D dans le développement de technologies écologiques afin de réduire les coûts d'exploitation et gagner de nouvelles parts de marché. La mondialisation des technologies d'informations et de communications a facilité le transfert des bonnes pratiques. Dans une certaine mesure, la mondialisation des marchés a quant à elle permis le transfert de technologies écologiques, par le biais de normes internationales, de joint-ventures et d'assistance multilatérale au développement.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- **Écart grandissant entre l'important minorité et la majorité.** Dans certains secteurs industriels, le fossé entre les quelques entreprises de tête et la majorité silencieuse s'élargit.
- **Mise en œuvre et vérification.** La plupart des initiatives volontaires sont toujours

caractérisées par des problèmes de mise en œuvre, de contrôle et de transparence efficaces, ainsi que de resquilleurs.

- **Intégration dans un cadre de politique publique.** Peu d'initiatives volontaires sont directement liées à une politique gouvernementale et un cadre réglementaire à même de compléter les atouts et carences de ces derniers. Les initiatives volontaires ne peuvent remplacer un cadre réglementaire efficace. Le bon équilibre entre réglementations, mesures économiques et initiatives volontaires, adaptées aux contextes socio-économiques et culturels, doit être développé.
- **Consultation des parties prenantes:** De nombreuses initiatives volontaires sont toujours développées avec une consultation réelle minimale des parties extérieures à l'industrie.
- **Pratique minoritaire:** La publication de rapports d'entreprise environnementaux et sociaux représente toujours une pratique minoritaire. Un tiers seulement des multinationales utilise des cadres d'étude comparables, comme l'initiative GRI, pour rendre compte de leur performance.
- **Indicateurs d'état:** La plupart des secteurs industriels n'ont pas encore développé de consensus sur les indicateurs de performance rendant compte des progrès et carences spécifiques à leur secteur.
- **Transfert de technologies anti-écologiques:** Bien que la mondialisation puisse favoriser le transfert de technologies écologiques, elle n'empêche pas le transfert (ou 'dumping') de technologies ou produits polluants interdits dans d'autres pays.

Intégration en faveur d'un développement durable

L'ordre du jour du développement durable a nettement évolué depuis le Sommet 'planète Terre'. Peu à peu, on prête de plus en plus de sens aux paroles de Nelson Mandela: 'si la mondialisation est destinée à assurer la paix et une stabilité véritables à travers le monde, alors elle doit être un processus profitant à tous'. Au Sommet économique mondial de

1999, Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, a appelé les chefs d'entreprise à 'contribuer à la construction des piliers sociaux et environnementaux nécessaires au soutien de la nouvelle économie mondiale et d'une mondialisation qui profite au monde entier'. Pour ce faire, quatre types d'intégration sont nécessaires:

- **Intégration sociale, environnementale et économique-** Évolution d'une démarche fragmentaire traitant séparément les aspects environnementaux, sociaux et économiques vers une démarche holistique (résultat triple ou Homme-planète-prospérité) qui les réunit.
- Intégration des critères de développement durable aux décisions d'entreprise courantes au lieu de les restreindre à une opération séparée.
- **Intégration transverse du développement durable-** Évolution d'une démarche par secteur en faveur du développement durable vers une démarche transverse permettant de mieux répondre aux besoins du développement durable.
- **Intégration planétaire-** Contribue à la définition d'un cadre mondial de règles et d'institutions nécessaires à la préservation des biens communs de la planète et à la satisfaction des besoins particuliers des pays en voie de développement.

Défis, objectifs et engagements des secteurs

Tous les secteurs d'activité concernés identifient dans leurs rapports leurs défis et objectifs futurs. Certains prennent des engagements spécifiques, à savoir:

- réduire davantage les gaz à effet de serre, les émissions toxiques, l'utilisation d'énergie, les déchets, etc.;
- améliorer la qualité des initiatives volontaires;
- étendre les bonnes pratiques aux pays ne faisant pas encore partie d'une association industrielle mondiale;
- développer et investir dans les technologies prometteuses;

- accroître la dimension sociale de leur activité;
- aider les pays en voie de développement à améliorer leurs normes en matière de santé, sécurité et environnement;
- développer des partenariats avec les parties prenantes.

Les parties prenantes, notamment celles ayant participé au processus de consultation, ne seront pas toujours d'accord avec l'analyse et les opinions de l'industrie. Les rapports progressent toutefois d'un pas vers une plus grande transparence, nécessaire à un débat plus informé des multiples parties prenantes et à une meilleure compréhension mutuelle. Les parties prenantes sont donc encouragées à consulter les rapports sectoriels spécifiques pour avoir plus d'informations et à inciter les secteurs d'activité, à non seulement relever les défis futurs, mais aussi à améliorer en permanence leurs performances environnementales et sociales.

Il convient cependant de remarquer que, bien que de nombreuses organisations, associations et groupes volontaires de l'industrie aient été en mesure de rendre compte des progrès, beaucoup ne sont actuellement pas assez représentatifs pour prendre des engagements globaux au nom de leur secteur. Ceci représente une nouvelle forme de gouvernance, qui pourrait évoluer au cours du 21^e siècle avec l'implication des parties prenantes.

Conclusions et recommandations

Chacun des rapports des 22 secteurs de cette série présente les nombreux efforts réalisés par l'industrie pour réduire son impact sur l'environnement et pour aborder d'autres difficultés du développement durable, malgré les difficultés de rendre compte à l'échelle mondiale pour la première fois. Il existe cependant un fossé grandissant entre les efforts réalisés et la situation environnementale mondiale qui empire. Il est évident que nous sommes toujours confrontés à des tendances planétaires inquiétantes concernant la biodiversité, la pollution atmosphérique, la

dégradation des sols, les émissions et déchets chimiques, l'eau douce et les mers régionales, comme le démontre le rapport L'avenir de l'environnement mondial, publié par le PUNE.

Les deux raisons principales de ce fossé grandissant sont les suivantes:

- Dans la plupart des secteurs industriels, peu d'entreprises œuvrent en faveur du développement durable. La plupart d'entre elles fonctionnent toujours de manière traditionnelle. Pourtant, le marché a tout intérêt à faire appel aux meilleures pratiques de manière généralisée et à améliorer les performances de tous ses acteurs. Ces recommandations se heurtent néanmoins à la réalité: à cause des différences de contextes socio-politico-culturels et économiques entre les pays, les mêmes solutions ne sont pas applicables partout. Le volontariat, comme l'auto-réglementation du marché, présentent également des limites. Tous les rapports sectoriels mettent en lumière le rôle crucial joué par les pouvoirs public dans l'utilisation combinée d'instruments réglementaires, économiques et relatifs au volontariat. C'est elle qui permet de motiver les innovations sociales et technologiques et d'assurer que les entreprises faisant preuve de retard ou de négligence ne s'enrichissent pas aux dépens de celles investissant dans les meilleures pratiques. Les pressions de la part du grand public et des consommateurs jouent également un rôle majeur dans la mesure où elles incitent, dans le pratique, les entreprises à modifier leur comportement et les en récompensent lorsque cela est fait.
- Les améliorations sont annulées par la croissance économique et la demande grandissante de biens et de services. La croissance future des projets ne fera qu'agrandir encore ce fossé dans la plupart des secteurs industriels. Les rapports en appellent également aux pouvoirs publics

afin qu'ils élaborent des politiques à long terme. C'est dans ce contexte que pourront naître des initiatives volontaires du secteur privé, associées à d'autres émanant d'organisations non gouvernementales et de syndicats. C'est également dans ce contexte que le secteur privé doit collaborer avec secteur public pour mettre en œuvre des projets de financement novateurs, permettre la mise en place d'associations, le renforcement des capacités et enfin les progrès de l'éducation en matière de technologie.

Dans sa démarche, le PNUJ se concentre sur cinq domaines prioritaires. Il propose des recommandations aux entreprises et aux industries, aux gouvernements, aux groupes de la société civile et aux organisations internationales. Les cinq domaines prioritaires sont les suivants:

1. **Prises de décisions courantes:** intégrer des critères environnementaux et de développement durable dans les décisions d'entreprise courantes, en créant partout une organisation locale pour diffuser les bonnes pratiques des leaders au reste de l'industrie, et ce dans le monde entier.
2. **Initiatives volontaires:** rendre les initiatives volontaires plus efficaces et plus crédibles pour appuyer les mesures gouvernementales.
3. **Rapports:** transférer les pratiques de publication de rapports sur l'environnement et le développement durable des entreprises pionnières au profit de la majorité silencieuse.
4. **Intégration sociale, environnementale et économique:** évoluer de la démarche actuelle consistant à traiter séparément les aspects environnementaux, sociaux et économiques du développement durable vers une démarche de pérennité plus intégrée, qui aborde simultanément les défis environnementaux, sociaux et économiques planétaires.

5. **Opportunités et responsabilités mondiales:** favoriser la création du cadre international de règles, pratiques et institutions établies nécessaires à la protection du bien commun et au développement des nouvelles responsabilités découlant des nouvelles opportunités mondiales.

Avant-propos

Dix ans après le Sommet de la Terre et le programme Action 21, les bons exemples ne manquent plus sur la façon dont les entreprises et industries réduisent leurs déchets et émissions, utilisent l'énergie plus efficacement et aident les communautés pauvres à satisfaire leurs besoins fondamentaux. En soi, les progrès sont considérables. Ces efforts doivent être reconnus et applaudis. En tant qu'êtres humains, nous avons besoin d'être reconnus pour nos réalisations afin de développer la confiance et la motivation nécessaires pour relever des défis de plus en plus complexes. Il est alors plus probable que les bons exemples engendrent un effet domino.

Toutefois, les bons exemples ont parfois pour inconvénient de masquer la vision d'ensemble. Les politiques et décideurs du Sommet mondial sur le développement durable doivent déterminer si les récits encourageants reflètent l'industrie dans son ensemble ou s'ils sont toujours limités à une minorité dominante. Les progrès enregistrés depuis le Sommet de la Terre de 1992 sont largement dispersés d'un secteur industriel ou d'un pays à l'autre, de même qu'au sein d'un même secteur ou pays. Comme le démontre à maintes reprises le rapport L'avenir de l'environnement mondial (GEO) du PNUJ, les tendances planétaires concernant la biodiversité, la pollution atmosphérique, la dégradation des sols, les émissions et déchets chimiques, l'eau douce et les mers régionales demeurent inquiétantes.

Il est désormais temps d'aller au-delà des bons exemples pour s'intéresser à l'évaluation des progrès par secteur dans toute l'industrie et aux écarts constatés par rapport aux exigences de développement durable. C'est pourquoi le PNUJ a abordé un certain nombre d'industries pour leur demander si elles étaient prêtes à examiner à l'échelle mondiale les progrès de leur secteur dans la mise en œuvre d'Action 21, en collaboration

avec des organisations non gouvernementales et ouvrières du monde entier. Vingt-deux secteurs ont répondu favorablement à la demande du PNUJ, en sachant que la tâche à accomplir serait ardue.

L'industrie est un partenaire essentiel à un développement durable. L'industrie n'est pas seulement sollicitée pour réduire les effets sur l'environnement des produits et services qu'elle nous fournit; de plus en plus, ses compétences en matière d'innovations et d'entrepreneuriat deviennent indispensables pour contribuer à affronter les défis du développement durable. Aujourd'hui plus que jamais, des démarches et partenariats plus intégrés doivent être établis avec les gouvernements et la société civile.

En outre, dans un monde de plus en plus interdépendant au niveau économique, environnemental et social, la démarche doit englober une vision plus globale que par le passé. Mais par-dessus tout, l'industrie doit faire preuve d'une transparence absolue sur ses progrès pour permettre une compréhension et un dialogue plus fructueux avec les parties prenantes, nécessaire pour atteindre les objectifs d'un développement durable.

L'initiative facilitée par le PNUJ constitue une première étape vers ce processus. Les associations industrielles engagées dans cette campagne avec le PNUJ, en collaboration avec une grande diversité de parties prenantes du monde entier, doivent être applaudies pour leur première tentative d'élaboration d'un rapport sur les progrès mondiaux de leur secteur en matière de développement durable.

Klaus Töpfer
Directeur exécutif du PNUJ

Chapitre I : Introduction

Ce rapport de synthèse présente la vue d'ensemble du PNUÉ sur vingt-deux rapports réalisés par l'industrie sur ses progrès en termes de réduction d'impact environnemental par secteur et son évolution vers un développement durable. Il a été préparé pour le Sommet mondial sur le développement durable avec les intentions suivantes:

- apporter une synthèse des progrès et des efforts restant à fournir, comme l'ont rapporté les secteurs industriels participants, et y intégrer les perspectives et préoccupations des organisations non gouvernementales et ouvrières;
- identifier les principaux écarts et les difficultés à venir;
- suggérer des recommandations sur les orientations à suivre.

C'est la première fois que des organisations industrielles se sont associées à un processus aux multiples parties prenantes, catalysé par le PNUÉ à une échelle aussi vaste. C'est aussi la première fois que des secteurs industriels spécifiques rendent compte de leur performance environnementale à l'échelle mondiale. Ainsi, pour la première fois, les aspects économiques, environnementaux et sociaux ont tous été intégrés dans un même rapport. C'est également la première fois qu'un ensemble diversifié de parties prenantes du monde entier – gouvernements, organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales et ouvrières et instituts de recherche – a été consulté par les industries pour apporter sa contribution au contenu de leurs rapports.

Comme toute première initiative, ce projet ne s'est pas réalisé sans mal.

Pour les industries, l'élaboration de rapports sur le développement durable spécifiques à chaque secteur a été particulièrement complexe. Peu de secteurs industriels possèdent une association mondiale de regroupement de données comme par exemple les réductions d'émissions dans l'atmosphère ou les contributions sociales d'entreprise. Dans la plupart des cas, les données ne sont disponibles que dans certains pays, sont rassemblées différemment, voire

n'existent pas. De nombreux secteurs se sont également sentis embarrassés que les organisations non gouvernementales et ouvrières examinent leurs rapports, dont ils durent ensuite élargir ou approfondir la portée pour y inclure des questions qu'ils ne se sentaient pas l'expérience de traiter. Malgré ces difficultés, les secteurs industriels ont en général estimé le processus positif.

'Comme pour d'autres rapports de cette série, je suppose, les résultats ne sont ni aussi mauvais qu'on le craignait, ni aussi bons qu'on l'espérait au début. Et même si l'on avait réalisé tout ce qu'on attendait de nous, on ne serait toujours pas en mesure d'affirmer 'ça y est, mission accomplie', parce que le développement durable ne fonctionne pas de cette manière'.

Rapport du secteur de la comptabilité.

Pour les organisations non gouvernementales et ouvrières et les autres parties prenantes de la société civile, il existe de réelles préoccupations selon lesquelles les rapports tiennent plus d'une 'campagne verte' que d'une estimation honnête de la performance industrielle et ne méneront pas à des engagements de la part de l'industrie. Toutefois, la majorité des parties prenantes a également reconnu les progrès réalisés depuis Rio malgré le fait que l'industrie peut et doit mieux faire, même s'ils sont irréguliers d'un secteur industriel à l'autre et au sein d'un même secteur. Le message global est que l'industrie doit s'engager clairement dans tous les aspects du développement durable et adopter une politique de transparence sur sa progression. D'autre part, l'industrie, les gouvernements et la société civile doivent collaborer à un dialogue constructif. Il n'a pas toujours été facile pour le PNUÉ d'apaiser les visions parfois conflictuelles du rôle de l'industrie en tant que partenaire d'un développement durable et de se frayer un chemin parmi les diverses attentes des gouvernements, de l'industrie et des organisations non gouvernementales.

Il convient de reconnaître que c'est la première fois qu'un si grand nombre d'industries et de parties

prenantes connexes ont convenu de participer à un tel dialogue. L'important est de s'assurer que cette dynamique de progrès ne s'essouffle pas et que les partenariats formés continueront de créer des synergies et des résultats. Aucun des secteurs

industriels participants ne considère ces rapports comme une fin en soi, mais plutôt comme une étape dans un processus de dialogue à long terme entre parties prenantes, sans relation temporelle avec le Sommet mondial sur le développement durable.

Origine

Le PNUE a lancé ce processus de rapports par secteur lors de sa 17e réunion annuelle consultative avec les associations industrielles, organisée à Paris en septembre 2000. Le PNUE a proposé à chaque secteur industriel de préparer un rapport d'auto-évaluation pour le Sommet mondial sur le développement durable et offert d'organiser un dialogue aux multiples parties prenantes pour débattre de ces rapports. Les participants, comprenant le Département sur les affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA) et quelque 50 représentants d'associations industrielles nationales et internationales ont favorablement accueilli la proposition. Les discussions au sujet du cadre des rapports des secteurs industriels ont débuté entre des représentants de 16 associations industrielles internationales et 4 associations non gouvernementales et ouvrières au cours d'un atelier organisé par le PNUE en février 2001. L'objectif était de concevoir pour les industries un format commun de rapport de la progression de la mise en oeuvre d'Action 21, en précisant les difficultés environnementales et de développement durable pour chaque secteur, les principales évolutions enregistrées depuis 1992, les difficultés restantes et les étapes à suivre pour les résoudre. Des invitations à participer ont été envoyées aux associations internationales d'entreprises et d'industries. Vingt-huit associations ou organisations industrielles, issues de vingt-deux secteurs industriels répondirent favorablement. La préparation des rapports fut animée par les associations industrielles appropriées en liaison avec la Chambre Internationale de Commerce, le Conseil économique mondial pour le développement durable (WBSCD)

accompagné de son Action économique pour le développement durable (BASD).

La préparation de ces 22 rapports pour le Sommet mondial sur le développement durable a impliqué plus de 200 participants, parmi lesquels 130 représentants des entreprises et industries, 40 représentants d'organisations non gouvernementales, 10 représentants d'organisations internationales et institutions universitaires.

Les représentants des parties prenantes ont commenté les premières versions préliminaires des rapports par courrier électronique et au cours d'une série d'ateliers consultatifs à Paris entre octobre et décembre 2001. Les secteurs industriels des ciment, détergents, mines (autres que charbon et aluminium), services postaux, papier et pulpe et tannage ont décliné pour diverses raisons, parmi lesquelles: leur propre processus préparatoire (mines et ciment), l'échéance trop courte pour préparer l'organisation interne d'un rapport de cette nature (services postaux), l'absence d'un organisme de tutelle pour rassembler les contributions à l'échelle mondiale (pulpe et papier) ou la contribution au rapport d'un autre secteur (détergents intégrés aux produits chimiques).

Atouts et carences du processus du PNUE

Atouts

Bien que les organismes de l'ONU soient engagés dans des discussions avec l'industrie lors des réunions annuelles et préparatoires de la Commission sur le développement durable,

Tableau 1: Secteurs et associations industrielles participantes

Les secteurs participants ont convenu qu'ils pourraient élaborer une présentation plus équilibrée des progrès, difficultés et questions sans réponse de leur secteur en collaboration avec le PNUE et d'autres parties prenantes plutôt qu'en travaillant seuls. Les associations industrielles ayant participé au processus d'élaboration de rapports pour le Sommet mondial sur le développement durable sont les suivantes:

1. **Aluminium:** International Aluminium Institute (IAI)
2. **Automobile:** International Automobile Manufacturers
3. **Aviation:** Air Transport Action Group (ATAG)
4. **Charbon:** World Coal Institute (WCI)
5. **Chemins de fer:** International Union of Railways (UIC)
6. **Comptabilité:** Association of Chartered Certified Accountants (ACCA)
7. **Construction:** Confederation of International Contractors' Associations (CICA)
8. **Electricité:** E7
9. **Engrais:** International Fertilizer Industry Association (IFA)
10. **Finances et assurances:** UNEP's Finance Industry Initiatives
11. **Gestion de l'eau:** International Water Association (IWA)
12. **Gestion des déchets:** International Solid Waste Association (ISWA)
13. **Industrie alimentaire:** Confederation of the Food and Drink Industries of the European Union (CIAA)
14. **Ingénieurs-conseils:** International Federation of Consulting Engineers (FIDIC)
15. **Pétrole et gaz:** International Petroleum Industry Environmental Association (IPIECA), International Association of Oil and Gas Producers (OGP)
16. **Produits chimiques:** International Council of Chemical Associations (ICCA)
17. **Publicité:** European Association of Communications Agencies (EACA), World Federation of Communications Agencies (WFA)
18. **Réfrigération:** International Institute of Refrigeration (IIR)
19. **Sidérurgie:** International Iron and Steel Institute (IISI)
20. **Technologies de l'information et de la communication:** Global e-Sustainability Initiative (GeSI)
21. **Tourisme:** World Travel & Tourism Council (WTTC), International Hotel and Restaurant Association (IH&RA), International Federation of Tour Operators (IFTO), International Council of Cruise Lines (ICCL)
22. **Transport routier:** International Road Transport Union (IRU)

ce processus peut être considéré comme le premier à fournir des :

- rapports par secteur industriel;
- rapports intégrés couvrant les aspects économiques, sociaux et environnementaux d'un développement durable.
- rapports de portée internationale ou planétaire;
- rapports dirigés par l'industrie mais en consultation avec un groupe diversifié de parties prenantes;
- rapports tournés vers l'avenir et pas seulement vers le passé.

En outre, le processus a contribué à faire connaître le Sommet mondial sur le développement durable dans l'ensemble de la communauté des industries et des entreprises.

Carences

Un certain nombre de difficultés ont été rencontrées :

- **Représentativité des secteurs industriels:** Un handicap majeur est *l'implication réduite (i) des petites et moyennes entreprises de toutes les régions du monde et (ii) des entreprises et industries des pays en voie de développement*. L'une des raisons de cette désaffection est organisationnelle: dans un certain nombre de cas, il n'existe aucune représentation ou organisation internationale de tutelle, tant au niveau régional que mondial. La forme des associations est très variée, certaines sont généralistes et d'autres spécialisées. Certaines associations mondiales, régionales ou nationales ont été créées spécialement pour traiter les questions particulières du développement durable. Certaines ont un champ d'intervention étendu, d'autres sont spécifiques à un secteur. De plus, il existe les associations traditionnelles créées principalement pour préserver les intérêts généraux de leurs membres, tant au niveau mondial, régional que national. L'interconnexion de ces différentes

'Nous savons tous que les PME sont les plus grands pollueurs mais il sera très difficile de mesurer leur performance et de les aider à l'améliorer. La majorité des PME n'appartient probablement à aucune association professionnelle. Ainsi, l'amélioration de l'interconnexion de ces différentes associations n'atteindra pas forcément les PME. Ensuite, les PME ne disposent en général pas de données financières fiables et transparentes même si c'est dans leur intérêt pour obtenir un crédit ou des fonds. La motivation est encore moins forte pour recueillir des données environnementales. Cependant, pour être compétitives, les PME doivent réduire leurs rejets de matériaux. Par conséquent, la création d'une capacité pour la mise à niveau et la maîtrise des technologies est peut-être une option plus efficace pour accompagner les PME dans la réduction de leur impact sur l'environnement.'

Lorraine Ruffing, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED).

associations doit être améliorée afin d'atteindre plus efficacement les petites et moyennes entreprises et industries, en particulier celles des pays en voie de développement.

Une autre réalité est que certaines associations industrielles ne mesurent pas encore pleinement la nécessité d'engager de nouvelles relations avec les gouvernements ou parties prenantes de la société civile. Certaines considèrent que le dialogue avec les parties prenantes n'apporte qu'une attention et des critiques indésirables au lieu d'apporter une vision de l'évolution des besoins et valeurs de la société. Ceci souligne la difficulté des associations à dépasser les activités traditionnelles telles que le lobbying et à devenir plus proactives pour faciliter l'autoévaluation et assurer un rôle de conseil, de sensibilisation et de définitions d'orientations.

- **Capacité et engagement des parties prenantes extérieures à l'industrie:**

L'expérience a montré que les organisations non gouvernementales et ouvrières manquent souvent de ressources pour analyser et commenter à l'échelle mondiale les contributions de l'industrie. Dans ce domaine, la structure organisationnelle des mouvements syndicaux internationaux a facilité les commentaires de ce groupe de parties prenantes. Les mouvements internationaux non gouvernementaux constituent de leur côté un groupe beaucoup plus varié, rendant la tâche de fédération des ressources d'autant plus difficile.

'Les tendances et processus actuels du développement des normes de gestion de l'environnement par les industries sont eurocentriques et ne favorisent pas la participation des industries des pays en voie de développement, ceux d'Afrique en particulier. Ces industries non participantes sont ensuite tenues d'adhérer à des normes dans le développement desquels elles n'ont pas eu leur mot à dire. Les futurs processus de développement et de rapports de normes environnementales d'entreprise doivent tenir compte des moyens nécessaires aux industries des pays en voie de développement.'

Dr. C. Olver,
Ministère de l'environnement et
du tourisme d'Afrique du Sud

Dans un ou deux cas, certaines associations non gouvernementales d'environnement ont préféré ne pas être associées à des rapports qu'elles craignaient insuffisamment représentatifs de leurs préoccupations. Craignant que les entreprises et industries exploitent simplement leur engagement dans le processus pour donner une image écologique de leurs constats, ces organisations non gouvernementales exigeaient des garanties pour que leur position soit reprise dans des annexes séparées. Dans le rapport sur la chimie, l'industrie a annexé la liste de

tous les commentaires des parties prenantes, en mentionnant le cas échéant la façon dont ils ont été traités dans le rapport revu.

- **Absence de données:**

Dans certains cas, les efforts de regroupement d'informations ont montré qu'il n'existe tout simplement pas de données consolidées au niveau mondial. Premier du genre, ce processus était assuré de rencontrer ce problème. Les secteurs qui se sont souvent retrouvés dans le passé sous les feux des médias ou du public à la suite d'incidents de pollution ont davantage progressé au cours des dix dernières années dans la collecte et le stockage d'informations sur leur secteur. Pourtant, dans de nombreux secteurs, les données mondiales sur certaines questions n'existent presque pas. Des recherches plus approfondies doivent donc être entreprises dans nos efforts d'évaluation du développement durable.

- **Contraintes de ressources:**

Dans ce processus facilité par le PNUE, les ressources limitées ont entravé la préparation des documents de fond et les tentatives pour garantir une participation plus large aux consultations régionales et mondiales. Par exemple, ce processus n'est soutenu financièrement que par une contribution du Gouvernement français. Certains participants ont également mis leurs ressources à rude épreuve en raison des échéances serrées définies par le PNUE (le programme de travail était prévu pour que les rapports des secteurs soient finalisés à temps pour la réunion préparatoire finale (PrepCom IV) organisée en Indonésie en juin 2002).

- **Questions sociales:**

Responsabilité sociale d'entreprise. Il faut impérativement mieux cerner le rôle social de l'industrie et les moyens d'améliorer les pratiques actuelles.

Chapitre 2: Réalisations et écarts de l'industrie

Cette section donne une vue d'ensemble des réalisations et écarts par secteur tels que rapportés par l'industrie dans la mise en œuvre d'Action 21 et l'intégration des perspectives et préoccupations des organisations non gouvernementales et des parties prenantes ouvrières et civiles dans le cadre d'un développement durable. Elle est divisée en cinq parties:

- Importance économique mondiale de chaque secteur industriel, représentée par la production mondiale, la croissance prévue et l'effectif mondial.
- Performance environnementale dans des domaines d'intérêt essentiels pendant la dernière décennie, et pour lesquels au moins quelques données sont disponibles, à savoir: consommation / rendement énergétique, réduction des substances appauvrissant la couche d'ozone, émissions de gaz à effet de serre et toxiques dans l'atmosphère, réduction des déchets / recyclage / gestion des ressources matérielles et préservation de l'eau douce. D'autres domaines de préoccupation, comme la biodiversité et les effets de l'utilisation de produits, commencent à être abordés par certains secteurs industriels. Mais les rapports sur ces questions, limités par le manque d'indicateurs de performance, sont toujours à l'état embryonnaire, rendant prématurée toute évaluation d'ensemble des progrès et écarts de l'industrie à ce niveau.
- Questions sociales et responsabilité sociale d'entreprise concernant les conditions de travail, les droits de l'homme et d'autres questions sociales comme le VIH/SIDA.
- Outils favorisant un développement durable, orientés principalement vers: le dialogue entre multiples parties prenantes, les codes et initiatives volontaires, les systèmes de gestion de l'environnement, les rapports environnementaux / sur le

développement durable, les technologies écologiques et la R&D.

- Intégration: sociale, environnementale et économique, transverse pour le développement durable et intégration mondiale.

Des exemples concrets sont tirés des rapports des vingt-deux secteurs pour illustrer les progrès réalisés et les écarts à combler:

Aucune tentative n'a été faite pour déterminer l'industrie donnant les meilleurs exemples dans un domaine particulier (p. ex. rendement énergétique, systèmes de gestion de l'environnement, etc.) ou, de manière plus générale, celle obtenant le meilleur ou le plus faible résultat dans un quelconque domaine. Certaines industries sont inévitablement plus expérimentées ou plus 'proactives' que d'autres pour aborder les questions de développement durable; elles sont donc plus efficaces. Toutefois, il serait aussi irresponsable que contre-productif de tenter de comparer vingt-deux secteurs répartis de l'aluminium au tourisme. L'objectif de cette section est de fournir une vue d'ensemble et non une évaluation de la progression de l'industrie vers un développement durable. Par rapport à cette vue d'ensemble, des suggestions sont formulées quant à la conduite à tenir pour que l'industrie puisse jouer un rôle plus central en tant que partenaire d'un développement durable.

2.1 Importance économique

Par le passé, on a accordé une grande attention au pilier économique du développement durable. Ainsi, seule une brève vue d'ensemble de la dimension économique des secteurs industriels est fournie dans le tableau 2. Au-dessous, un résumé donne l'importance économique de chaque secteur en termes de production mondiale, de prévisions de croissance et d'effectif mondial.

Il convient d'insister sur les points suivants:

- Une entreprise ou une industrie doit être économiquement viable pour contribuer à un développement écologiquement durable. Toutefois, son rôle ne se résume pas à la création

d'emplois et de richesse.

- Le développement durable dépend des conditions et du contexte locaux. Il est possible qu'une communauté souhaite accorder la priorité à l'un ou l'autre des trois piliers afin de satisfaire des exigences particulières de développement. Mais à terme, le développement économique ne durera pas sans tenir compte des attentes en matière sociale et environnementale.
- Dans un monde de plus en plus interdépendant, la contribution de l'industrie à un développement durable doit envisager les aspects économiques, environnementaux et sociaux tant au niveau local que mondial.

'Nos entreprises ont été conçues pour engendrer des bénéfices financiers à nos actionnaires. Cette obligation demeure. En même temps, la société doit également en bénéficier ... à mesure qu'augmente la prise de conscience du public, la réussite de notre activité est liée à notre performance dans les domaines de la protection de l'environnement et des affaires communautaires.'

Rapport du secteur pétrole et gaz

'Les entreprises doivent reconnaître les trois dimensions du développement durable. Ensuite, si elles souhaitent jouer le rôle de 'défenseurs en chef' de la dimension économique, elles doivent admettre que les deux autres dimensions doivent également avoir été représentées.'

John Evans, Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE

Tableau 2: Importance économique mondiale des secteurs industriels participants

Secteur	Production mondiale	Croissance prévue	Effectif mondial
<i>Industries primaires/d'extraction</i>			
Aluminium	La production est passée de mille tonnes en 1900 à 32 millions de tonnes en 2000.	La croissance de la consommation annuelle prévue au cours de la prochaine décennie est d'environ 3 %.	Emploi directement plus d'un million de personnes dans le monde et génère indirectement 4 fois plus d'emplois dans les secteurs associés et de services.
Charbon	Le charbon assure 23 % de l'énergie primaire dans le monde et représente le combustible le plus utilisé dans la production d'électricité et d'acier.	Les besoins mondiaux en énergie devraient augmenter d'un taux annuel moyen de 2 % jusqu'en 2020. La demande de charbon devrait augmenter d'environ 1,7 % par an. 70 % de l'augmentation de la demande en charbon proviendra des pays non membres de l'OCDE.	Emploi estimé à 7 millions de personnes dans le monde, dont 90 % sont issus des pays en voie de développement, 5 millions en Chine uniquement.
Sidérurgie	La valeur de l'acier produit par an dépasse 200 milliards de dollars US. 96 % de la production mondiale en 2000 a été produite par 36 pays. Les trois premiers producteurs, Chine, Japon et États-Unis, sont également les trois premiers consommateurs d'acier.	La production atteint des niveaux record, l'offre dépasse la demande, exerçant une pression à la baisse des prix. Le prix de l'acier diminue depuis les années 1980 et est actuellement au même niveau qu'au milieu des années 1950. L'industrie dans son ensemble est dans une situation financièrement précaire.	L'emploi aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Japon, au Brésil et en Afrique du Sud a diminué de 65 % entre 1974 et 2000.
Pétrole et gaz	La demande mondiale en pétrole augmente. Aujourd'hui, nous utilisons environ 75 millions de barils de pétrole par jour et 6,2 milliards de mètres cube de gaz par jour.	D'ici 2010, même avec une croissance économique modeste, on prévoit que la consommation mondiale passera à 90 millions de barils par jour et 7,8 milliards de mètres cube de gaz par jour.	

Tableau 2: Importance économique mondiale des secteurs industriels participants

Secteur	Production mondiale	Croissance prévue	Effectif mondial
<i>Industries secondaires / intermédiaires</i>			
Produits chimiques	La production chimique mondiale dépasse 1 700 milliards de dollars US par an, dont 30 % est négocié internationalement.	La croissance prévue de la demande en produits chimiques devrait se poursuivre à 2,4 % par an dans le monde et à 5,9 % dans les pays en développement (dépassant d'environ 2 % le PIB prévu)	Le secteur chimique est présent dans presque tous les pays. Il emploie plus de 10 millions de personnes malgré les améliorations de productivité qui ont fait chuter les niveaux d'emploi dans le monde de 7,5 % au cours de la dernière décennie.
Construction	Le résultat annuel mondial est de 3 000 milliards de dollars US, soit 10 % environ du PNB. La construction compte pour environ la moitié de tous les investissements en capital immobilisé.		Considéré comme le plus important employeur industriel avec un effectif estimé à 111 millions. Ceci représente environ 28 % de tous les emplois industriels ou 7 % de tous les emplois. 97 % des entreprises sont des PME. 75 % des travailleurs de la construction sont issus des pays en voie de développement.
Électricité	Croissance annuelle de la demande en électricité d'environ 3 %.	Du fait de la croissance économique et de l'électricité qui remplace la combustion directe des combustibles fossiles pour de nombreuses utilisations finales, la production d'énergie électrique continuera d'être la consommatrice d'énergie connaissant la plus forte croissance dans les pays industrialisés (1,5 à 2 % par an) et les économies émergentes (5 à 10 % par an)	

Tableau 2: Importance économique mondiale des secteurs industriels participants

Secteur	Production mondiale	Croissance prévue	Effectif mondial
Industrie alimentaire	On estime à 4 000 milliards de dollars US les dépenses de l'industrie alimentaire dans le monde: 73 % au détail et 27% dans les établissements de restauration. Les exportations mondiales de produits alimentaire ont augmenté de 250 milliards en 1988 à 442 milliards de dollars US en 2000.		Un des plus gros employeurs au monde. Il représente 19,6% de l'emploi industriel au Brésil et 11 % dans l'Union Européenne.
Engrais	En 1999/2000, l'industrie mondiale des engrais a produit 155 millions de tonnes d'éléments nutritifs primaires pour les plantes. Le commerce mondial d'engrais et de matières premières pour les engrais sur le marché d'expédition en gros est le quatrième en volume après le minerai de fer; le charbon et les céréales.	En supposant un ralentissement de la croissance de la population mondiale et de la production de récoltes et une utilisation plus efficace des engrais, la consommation mondiale d'engrais devrait atteindre 180 millions de tonnes d'éléments nutritifs d'ici 2030, soit une croissance cumulée de 0,8 % par an. La production continuera à évoluer vers des dotations des ressources naturelles nécessaires, dont beaucoup sont extraites des pays en voie de développement.	L'emploi exact est difficile à quantifier du fait que l'industrie des engrais intervient dans de nombreux secteurs, comme les mines, les fournisseurs de matières premières, la fabrication, l'entreposage, le conditionnement, la distribution, le transport, la revente, etc.
Réfrigération	Les ventes annuelles mondiales de systèmes de réfrigération, d'air conditionné et de pompes à chaleur sont estimées à environ 200 milliards de dollars US, avec une production annuelle de 82 millions de réfrigérateurs domestiques, 15 millions de m ³ d'installations de stockage réfrigérées, 40 millions d'unités d'air conditionné et 42 millions de systèmes d'air conditionné pour les véhicules particuliers et commerciaux.	Aux États-Unis, on prévoit une hausse du nombre de techniciens et d'installateurs de systèmes de chauffage, d'air conditionné et de réfrigération de 10 à 20% entre aujourd'hui et 2008.	Aux États-Unis, les techniciens de systèmes de chauffage, d'air conditionné et de réfrigération occupaient environ 286 000 emplois en 1998. D'autres pays développés ont un nombre proportionnellement similaire de techniciens en réfrigération.

Tableau 2: Importance économique mondiale des secteurs industriels participants

Secteur	Production mondiale	Croissance prévue	Effectif mondial
<i>Industries du transport</i>			
Automobile	Le secteur automobile participe entre 4 et 8 % au produit intérieur brut dans les pays membres de l'OCDE. En 2000, 58 millions de véhicules à moteur ont été produits (véhicules commerciaux exclus), soit une augmentation de 4 % par rapport à 1999. La production était uniformément répartie entre les Amériques du Nord et du Sud (19,7 millions), l'Europe (20,2 millions) et l'Asie (17,9 millions).	Le nombre total de véhicules des pays de l'OCDE devrait augmenter de 32 % entre 1997 et 2020. À l'échelle mondiale, l'OCDE prévoit une augmentation de 74 % du nombre total de voitures pendant la même période. Le nombre total de kilomètres parcourus devrait augmenter de 40 % dans les régions de l'OCDE et de 86 % dans le monde entre 1997 et 2020.	Compte pour 2 % à 4 % de la population active dans les pays de l'OCDE. Un emploi américain sur sept relève de la construction automobile ou d'une industrie connexe. Dans l'UE, 1,2 millions de personnes sont directement employées dans l'industrie automobile et 12 millions indirectement. Un emploi qualifié dans l'industrie automobile crée indirectement sept à dix emplois qualifiés dans les secteurs industriels connexes.
Aviation	Transportant plus de 1,6 milliards de passagers et 29 millions de tonnes de fret en 2000, l'industrie du transport aérien a généré un chiffre d'affaires de 307 milliards de dollars US.	Un scénario moyen prévoit une croissance moyenne du trafic de 3,1 % par an entre 1990 et 2050, qui correspond à un doublement du trafic tous les 22 ans.	Plus de 3,9 millions de personnes sont directement employées par l'industrie du transport aérien dans le monde.
Chemins de fer	L'investissement annuel mondial dans les chemins de fer s'élève à 70 milliards de dollars US, 45 milliards en infrastructures et 25 milliards en matériel roulant.		Emploi mondial total supérieur à 8 millions de personnes à la fin 1997.
Transport routier	Les camions transportent presque 80 % des marchandises dans les pays industrialisés et les bus et cars jouent un rôle important dans les transports urbains et le tourisme.	Le transport par véhicule lourd va augmenter de plus de 40 % entre 1995 et 2020.	

Tableau 2: Importance économique mondiale des secteurs industriels participants

Secteur	Production mondiale	Croissance prévue	Effectif mondial
<i>Industries de services</i>			
Comptabilité	Le chiffre d'affaire brut des cinq cabinets comptables majeurs s'est élevé à 63,2 milliards de dollars US en 2000.		La Fédération internationale des comptables représente 2 millions de comptables de 114 pays.
Publicité	Les dépenses mondiales en publicité sont passées de 213 milliards de dollars US en 1990 à 265 milliards en 2000.		
Finances et assurances	Les actifs des dix premières banques mondiales seulement s'élèvent environ au PIB total de tous les 108 pays en voie de développement en 1999. Le marché mondial de l'assurance privée a enregistré un volume de primes de 2400 milliards de dollars US en 2000, avec une croissance annuelle moyenne de 6 % au cours de la dernière décennie.		
Technologies de l'information et des communications	Le chiffre d'affaires de mise en œuvre de services et équipements a été estimé à 1,160 milliards de dollars US en 2000, soit deux fois celui de 1990.		En 1999, l'industrie employait un total de 5,8 millions de personnes.
Tourisme	En 2001, contribution directe ou indirecte de 3 300 milliards de dollars US au produit intérieur brut mondial, soit presque 11 % du PIB total.	Les arrivées internationales de touristes ont augmenté de 7,3 % en 2000 pour atteindre 698 millions. Dans moins de dix ans, on estime les arrivées internationales de touristes à un milliard.	207 millions d'emplois dans le monde, soit plus de 8 % de tous les emplois.

2.2 Performance environnementale

- Gestion de l'énergie
- Réductions des substances appauvrissant la couche d'ozone, des gaz à effet de serre et des émissions dans l'atmosphère
- Réduction des déchets / recyclage / gestion des ressources matérielles
- Préservation de l'eau

En bref:

Les secteurs industriels participants ont déployé des efforts significatifs pour réduire leur impact sur l'environnement. Résultat d'une prise de conscience croissante et des progrès réalisés dans l'application des outils de gestion, la consommation d'énergie, les émissions et les rejets toxiques ont été réduits et la gestion des ressources et de l'eau a été améliorée. Dans les rapports sectoriels, ces domaines ont donc reçu une attention supérieure à ceux dont l'effet est plus difficile à évaluer, comme la biodiversité et l'impact environnemental de l'utilisation des produits, qui nécessiteront une plus grande considération à l'avenir.

Les nouvelles contraintes juridiques et réglementaires, l'intérêt des entreprises à réduire les coûts de matières premières et de traitement des émissions et des déchets et les préoccupations croissantes du public sont souvent cités comme les principaux moteurs de ces progrès. Les conventions internationales, telles que le Protocole de Montréal relatif aux substances appauvrissant la couche d'ozone, ont également fortement incité l'investissement dans de nouvelles technologies plus propres. La notion de production propre (et les concepts préventifs associés tels que l'efficacité écologique), promue bonne pratique par les associations industrielles, s'est répandue de quelques multinationales à une large population qui la considère prioritaire.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes:

- **Absence de données ou données non comparables:** Il est difficile de mesurer les véritables progrès à l'échelle mondiale. Des différences considérables existent entre ce qui est

mesuré, le mode de mesure (par exemple, réductions absolues ou relatives) et l'intervalle de temps utilisé. Il est donc malaisé de déterminer si les progrès environnementaux sont réels ou seulement le résultat de ralentissements économiques ou de déplacements géographiques de production.

- **Impacts de l'utilisation et de la consommation de produits.** Pour de nombreux produits, les effets les plus nuisibles à l'environnement (consommation d'énergie, émissions dans l'atmosphère, pollution de l'eau, etc.) ont lieu au cours de leur utilisation. L'industrie doit s'engager plus fermement dans la mise en oeuvre du cycle de vie complet, de la gestion des produits et des pratiques de conception écologique en partenariat avec ses parties prenantes.
- **Production plus propre ou fin de chaîne?** Il est également difficile de savoir si les réductions de polluants et de déchets sont dues à des techniques de production véritablement plus propres (i.e. prévention à la source) ou simplement réparties entre atmosphère, eau et sol par le biais des technologies de fin de chaîne.
- **Croissance occultant les gains / effet de rebond:** Les gains réalisés par les réductions relatives ou les rendements (i.e. par unité de production) sont dans de nombreux cas occultés par la croissance économique. Ils peuvent aussi être atténués par la difficulté de mesurer les effets de 'rebond', dans lesquels les gains réalisés dans un domaine sont contrebalancés par de nouvelles demandes consécutives à ces gains.
- **PME:** Les besoins particuliers de la majorité des PME (en particulier celles hors de la portée des politiques des multinationales ou de l'influence des systèmes de certification concurrentiels comme ISO 14000) pour réduire leur impact sur l'environnement sont toujours loin d'être satisfaits, malgré l'identification depuis longtemps des PME comme priorité.
- **Pays en voie de développement:** Dans une certaine mesure, les pays en voie de développement et en transition économique se

sont abstenus de commettre les erreurs passées des pays industrialisés, par l'intégration rapide d'une production plus propre dans leur développement industriel et l'adoption d'une démarche plus intégrée à un développement durable. Cependant, il reste beaucoup à faire pour évaluer et rendre compte des progrès enregistrés dans ces pays et obtenir une meilleure vision des véritables

améliorations et de ce qui reste à faire.

- **Déplacement géographique de la production:** On observe un déplacement à l'échelle mondiale de la production/fabrication vers les pays plus pauvres, qui souvent ne disposent ni des ressources ni de la capacité à gérer les effets associés sur l'environnement, la santé et la sécurité.

Rendement énergétique et consommation d'énergie

Réalisations

De nombreux secteurs ont commencé à investir dans la gestion de l'énergie au cours des années 1970, à la suite des deux crises énergétiques et de la hausse des coûts. Ainsi, beaucoup de progrès ont été réalisés avant 1992 dans la réduction de la consommation d'énergie. Cependant, de nombreuses industries continuent d'améliorer leur gestion de l'énergie grâce à des améliorations technologiques et un entretien plus rigoureux, tout en s'engageant volontairement à progresser encore dans l'avenir.

Dans les industries d'extraction, le secteur du pétrole et du gaz rapporte que la cogénération réduit la consommation d'énergie des opérations pétrolières jusqu'à 30 %. Pour le raffinage, il est fait état d'une amélioration de 8 % du rendement énergétique depuis 1992 au niveau mondial. Dans son étude annuelle sur la consommation énergétique mondiale dans les installations primaires de production d'aluminium, l'Institut international de l'aluminium publie que les fonderies des années 1990 consomment un tiers d'énergie de moins par tonne par rapport à une usine équivalente des années 1950. L'industrie de l'acier, grande consommatrice d'énergie, comptant pour 5,7 % de la consommation énergétique totale d'Allemagne par exemple, a réduit de 24 % l'énergie consommée pour la production d'une tonne d'acier depuis 1989.

Dans les industries de production secondaires, l'industrie chimique a régulièrement amélioré son rendement énergétique et définit des objectifs au niveau national pour l'améliorer encore. Aux États-Unis, l'industrie chimique a amélioré sa gestion de l'énergie de 13,5 % entre 1992 et 1998; en Europe, le secteur s'est volontairement engagé à réduire sa consommation d'énergie de 30 % d'ici 2010. Le secteur de l'électricité rapporte que les nouvelles centrales à charbon affichent en moyenne un rendement de 40 % et les nouvelles centrales à cycle combiné 55 %. Ces chiffres contrastent avec le rendement thermique moyen de 28 % de la production actuelle d'électricité par combustion fossile du monde développé. De même, dans l'industrie de la réfrigération, un nouveau réfrigérateur américain courant consomme 48 % moins d'énergie qu'en 1980.

La hausse des coûts de l'énergie, les progrès technologiques et les systèmes de gestion de l'environnement ont également conduit à des réductions d'énergie notables dans les secteurs du transport. L'industrie automobile a fortement réduit la consommation d'énergie de son processus de production et de ses produits et l'industrie de l'aviation souligne que les nouveaux appareils actuellement produits consomment trois fois moins de carburant par siège-kilomètre que ceux exploités au début des années 1960.

Les secteurs des services, comme la publicité, la finance et les télécommunications consomment assez peu d'énergie par rapport

aux industries d'extraction et de production. Pourtant, ils commencent aussi à rechercher des moyens pour réduire leur consommation d'énergie, en faisant évoluer les mentalités et en choisissant des équipements à faible consommation.

Chapitre 30 de l'Action 21 Renforcement du rôle des entreprises et de l'industrie

Les gouvernements, les entreprises et l'industrie, y compris les multinationales, doivent s'efforcer d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources, notamment la réutilisation et le recyclage des déchets, et de réduire la quantité de rejets par unité de production économique.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- Bien que les progrès en matière de gestion de l'énergie par l'industrie aient permis que la consommation ne dépasse pas les prévisions, la consommation énergétique totale continue de croître dans les pays développés et en voie de développement. Des améliorations supplémentaires doivent être apportées pour garantir que l'énergie est employée aussi efficacement que possible.
- Dans de nombreux pays, les signaux de prix incorrects, dus en partie à des subventions en énergie et à des externalités non comptabilisées de manière adéquate, constituent toujours un facteur économique démotivateur à l'égard de l'amélioration de la gestion de l'énergie.
- Une meilleure gestion de l'énergie conduit souvent à un effet de rebond, où par exemple la baisse des coûts de l'énergie entraîne une hausse de la demande.

Substances appauvrissant la couche d'ozone, gaz à effet de serre et émissions dans l'atmosphère:

Réalisations

L'amélioration de la gestion de l'énergie engendre une diminution des gaz à effet de serre et autres émissions et polluants atmosphériques comme CO₂, NO_x, SO et plomb. Une législation plus stricte et la concurrence ont encouragé les industries à un meilleur entretien et à investir dans de nouvelles technologies réduisant davantage les émissions et rejets toxiques. Dans la lutte contre la pollution atmosphérique, les progrès réalisés ces quinze dernières années sont notamment la réduction des émissions de SO₂, l'arrêt de la production et de la consommation des substances appauvrissant la couche d'ozone et l'introduction de l'essence sans plomb, qui a permis le montage de pots catalytiques sur les véhicules. À titre d'exemple, la production mondiale de CFC en 1999 équivalait seulement 4 % du niveau de production maximal de 1988.

Dans les industries d'extraction: Le secteur de l'aluminium rapporte que malgré une hausse de la production mondiale d'aluminium d'environ 24 % depuis 1990, on observe toujours une réduction d'environ 40 % des émissions totales annuelles d'hydrocarbures perfluorés, dont la contribution potentielle au réchauffement de la planète est 9 200 fois plus élevée que celle du dioxyde de carbone (CO₂). L'industrie sidérurgique fournit des études de cas de technologies de production plus propres qui réduisent considérablement les émissions de cyanure d'hydrogène, benzène, toluène et sulfure d'hydrogène.

Pour les industries secondaires / de production, le rapport obligatoire sur l'Inventaire des rejets toxiques aux États-Unis permet à l'industrie chimique de contrôler les rejets de produits chimiques toxiques dans l'atmosphère, l'eau et les sols et de déclarer ainsi une réduction de 58 % aux États-Unis

depuis 1988, malgré une hausse de la production chimique de 18 %. De même les usines d'engrais azotés des États-Unis sont en mesure de préciser que leurs émissions ont été réduites de 75 % depuis 1987. L'industrie de la réfrigération mentionne le Protocole de Montréal relatif aux substances appauvrissant la couche d'ozone comme principal facteur de réduction de la proportion de fluorocarbones dans les émissions annuelles de gaz à effet de serre, de son maximum de 14,6 % en 1988 à 6,5 % en 1995.

Dans l'industrie des transports, le secteur de l'aviation rapporte que les moteurs d'avion actuels émettent 15 fois moins de composés organiques volatils, 5 fois moins de monoxyde de carbone et 20 % de moins d'oxydes d'azote que les moteurs certifiés avant 1976. L'industrie automobile souligne que 100 nouvelles voitures actuelles produisent autant d'émissions qu'une voiture construite dans les années 1970, à la suite des nouvelles technologies de motorisation et un traitement avancé des gaz d'échappement. L'industrie automobile considère que la stricte législation de l'Union Européenne contribue à la tendance de réduction régulière des émissions dues à la circulation routière, malgré une hausse du trafic; il est estimé que les émissions de NO_x, HC et CO seront réduites d'au moins 85 % d'ici 2020 (par rapport à 1990).

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- La croissance économique et la demande croissante de produits et services contrebalancent ou menacent d'occulter beaucoup des progrès enregistrés.
- Une mise en œuvre efficace est toujours difficile. L'industrie du pétrole et du gaz rapporte que, bien que 85 % de l'essence vendue dans le monde soit sans plomb, l'essence au plomb est toujours vendue dans presque un tiers de tous les pays malgré les discussions Rio+5 incitant à une élimination plus rapide du plomb dans

l'essence. Il est difficile d'évaluer la quantité des émissions réduites à la source (c.-à-d. une production plus propre) par rapport à celles simplement transférées dans d'autres milieux (eau, sols) par le biais de technologies de fin de chaîne.

- La qualité de l'air continue de se dégrader dans la majorité des centres urbains; le rapport L'avenir de l'environnement développement mondial 2000 (GEO 2000) du PNUE a souligné sur l'état critique de la qualité de l'air dans les mégapoles.

Réduction des déchets, recyclage, rendement des ressources matérielles

Réalisations

La réduction des déchets, due à un meilleur entretien, des avancées technologiques et des modifications de conception ou de processus, a enregistré des progrès significatifs au cours des dix dernières années. Elle a été motivée principalement par le propre intérêt des entreprises à réduire leurs coûts et à améliorer leur compétitivité. Hors des usines, le recyclage des déchets a également augmenté de manière significative. En effet, les autorités locales, répondant à une prise de conscience croissante du public, développent l'infrastructure nécessaire à la collecte et au recyclage des matériaux. Certains gouvernements nationaux expérimentent également une législation de reprise, en donnant aux entreprises la responsabilité de reprendre les produits usagés qu'elles ont fabriqués. La réduction et le recyclage des déchets améliorent la gestion des ressources et de l'énergie.

Par le recyclage de presque 300 millions de tonnes de ferraille par an, l'industrie sidérurgique s'abstient d'extraire 475 millions de tonnes de minerai de fer naturel et économise 160 millions de tonnes de charbon en équivalent énergétique. Plus de 80 % de l'acier est recyclé au niveau mondial et plus de 40 % de la production totale d'acier utilise des processus consommant de la ferraille comme

principale matière première. Le recyclage de l'aluminium nécessite seulement 5 % de l'énergie et produit 5 % des émissions de CO₂ par rapport à la production primaire. Le métal recyclé satisfait déjà environ un tiers de la demande d'aluminium. Le rôle des consommateurs est évident dans le recyclage des canettes par exemple. Les canettes provenant du recyclage représentent 79 % au Japon, 78 % au Brésil, 62 % aux États-Unis et 41 % en Europe.

L'industrie automobile a développé un système de repérage des différentes parties et composants d'automobile pour pouvoir à terme respecter les réglementations sur le recyclage formulées par certains gouvernements.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- La hausse de l'activité économique continue à engendrer toujours plus de déchets. Dans les pays développés et les pays en développement rapide, les niveaux de génération de déchets par habitant continuent de croître.
- De nouveaux produits 'jetables' sont toujours introduits par l'industrie pour répondre aux besoins et attentes des consommateurs, sans considération sur le développement durable au-delà du gain économique à court terme.
- La majorité des pays poursuivent leurs efforts pour assurer les services essentiels de gestion des déchets comme la collecte et le contrôle aux décharges.
- L'évolution de l'urbanisation et le déplacement de la fabrication vers les pays en voie de développement fait empirer un problème de gestion des déchets déjà critique.

Préservation de l'eau douce

Réalisations

Les industries présentes dans des pays où les conditions climatiques ou géographiques font de l'eau une ressource rare s'efforcent ensemble d'optimiser le rendement de l'eau.

Les fabricants d'automobiles rapportent que les processus de traitement des eaux usées sont constamment améliorés. L'introduction de nouveaux ateliers de peinture a réduit les eaux usées à un minimum, et dans certains cas le système fonctionne même en boucle fermée. Cet aspect est particulièrement important pour les réseaux d'adduction d'eau des pays en voie de développement ou dans des pays comme l'Afrique du Sud, où le climat exige une utilisation conservatrice de l'eau souterraine. La consommation d'eau dans la production automobile a été efficacement réduite jusqu'à 85 %.

La prévention et le contrôle des rejets d'eaux usées industrielles constitue un élément du programme de responsabilisation 'Responsible Care' de l'industrie chimique. Au Mexique, la consommation d'eau, suivie par l'ANIQ, a diminué de 10 % entre 1997 et 2000. L'industrie chimique participe aux technologies de purification et de traitement de l'eau, tout en reconnaissant que les effets secondaires indésirables (p. ex. le caractère tenace des produits chlorés) ne sont toujours pas résolus. L'industrie considère également comme relevant de ses responsabilités la nécessité d'encourager une utilisation responsable de ses produits (p. ex. engrais, pesticides et herbicides) pour éviter la pollution de l'eau.

Certaines entreprises de l'industrie alimentaire ont mis en place des politiques d'entreprise de gestion de l'eau qui définissent leur engagement envers une utilisation responsable des ressources mondiales en eau. De plus en plus, des techniques de production plus propres sont utilisées pour la préservation ou la réutilisation de l'eau.

Le secteur touristique rapporte que, bien que

les touristes consomment en général plus d'eau que les résidents locaux, de nombreux hôtels ont adopté des systèmes de réduction de la consommation d'eau. Par ailleurs, les développements d'hôtels contribuent à une partie des coûts élevés des stations de dessalement et de traitement des eaux usées nécessaires à la communauté locale.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

La situation de l'eau reste critique. Bien que l'on estime que l'industrie utilise 'seulement' 23 % d'eau douce, les usages concurrents de l'eau sont déjà intenses dans de nombreuses régions du globe. Les industries grandes

consommatrices d'eau contribuent directement ou indirectement à des sources potentielles de conflits internes ou entre pays. Pourtant, ce sont souvent les industries que l'on encourage au développement économique et aux investissements étrangers.

La pollution des ressources d'eau douce participe au déficit en eau. Pourtant, dans de nombreux pays, les eaux usées industrielles sont rejetées dans l'environnement sans aucun traitement, tandis que les engrais, pesticides et autres produits agrochimiques polluent les sources d'eau de surface ou souterraine.

2.3 Aspects sociaux

- Conditions de travail
- Droits de l'homme
- Autres questions sociales

En bref:

Les entreprises et industries sont de plus en plus conscientes que l'aspect social d'un développement durable mondial doit être pris en compte au même titre que les aspects environnementaux et économiques. Les entreprises et industries de pointe tentent de mieux cerner les implications et contributions sociales directes et indirectes de leurs activités.

Pour beaucoup, les principes de responsabilité sociale adoptés par certaines entreprises bénéficient non seulement à la société tout entière, mais contribuent aussi à renforcer l'image, la compétitivité et la gestion du risque chez ces entreprises. Cependant, le concept de responsabilité sociale d'entreprise, dans un contexte de développement durable, est encore à l'état embryonnaire, tout comme l'était la responsabilité environnementale dix ans auparavant.

En conséquence, il n'existe pas encore d'accord global sur la définition pratique de la responsabilité sociale d'entreprise; certains incluent même à tort la responsabilité environnementale en tant que responsabilité sociale.

Les secteurs industriels participants se sont donc efforcés de déterminer comment traiter, mesurer et rendre compte de leurs contributions et implications sociales. A ce jour, les préoccupations principales sont les conditions de travail, les droits de l'homme et d'autres questions sociales comme le VIH/SIDA et le travail des enfants. Cet aspect des rapports sur le développement durable va probablement s'améliorer. En effet, les entreprises et industries perçoivent de mieux en mieux les attentes sociétales émergentes (et parfois conflictuelles) concernant la responsabilité sociale d'entreprise, aidées par des initiatives de parties prenantes multiples comme le Pacte 'Global Compact' et Global Reporting Initiative (GRI), qui contiennent des critères et indicateurs de performance sociaux.

Conditions de travail

La santé et la sécurité sur le lieu de travail sont des domaines pour lesquels de grand progrès ont été réalisés dans la mesure de la responsabilité sociale des entreprises vis-à-vis des employés, en particulier dans les secteurs ou pays où les organisations ouvrières ont fortement influencé l'amélioration des pratiques de santé et de sécurité. Dans certaines industries, les progrès ne se limitent pas aux pays développés. Dans l'industrie de l'aluminium, les mines, raffineries et fonderies ayant enregistré les meilleures performances en termes de sécurité en 2000 sont l'Inde et le Brésil. La raffinerie d'alumine la plus performante se trouve également en Inde. L'industrie chimique a commencé la collecte des données liées à la santé et la sécurité en 1999. Trente-deux pays ont fait état du nombre de décès et d'heures de travail perdues à la suite d'accidents par million d'heures de travail dans leurs entreprises appliquant le programme 'Responsible Care'. L'industrie alimentaire constate que la plupart des entreprises font publiquement état des progrès concernant les indicateurs de santé et de sécurité tels que la fréquence des accidents du travail, les journées d'arrêt maladie, les infractions à la législation, etc. Dans l'industrie automobile, la sécurité sur le lieu de travail a atteint un haut niveau (machines équipées de systèmes de sécurité infrarouge, etc.).

D'autres questions liées au travail, comme les droits syndicaux, les politiques de ressources humaines, l'équilibre et la diversité de la vie active et le partage des bénéfices sont également considérés comme des éléments de la responsabilité sociale d'entreprise. Ces critères varient cependant largement d'un pays, d'un secteur ou d'une entreprise à l'autre.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- Les pratiques liées à la santé et la sécurité laissent encore beaucoup à désirer dans de

nombreux secteurs et particulièrement dans les pays en voie de développement. Par exemple dans l'industrie des mines de charbon, le taux de décès, indicateur le plus flagrant de la performance en termes de santé et sécurité, est plus de 300 fois plus élevé en Chine (obligeant le gouvernement à fermer de nombreuses petites mines incapables de satisfaire les normes de santé et de sécurité) qu'en Australie où l'exploitation à grande échelle est prépondérante.

Droits de l'homme

Le respect des droits de l'homme est un élément fondamental de la responsabilité sociale d'entreprise. Certaines entreprises ont adopté des normes internationalement reconnues sur les droits de l'homme, énoncées par des codes de conduite morale comme la charte des principes de Sullivan (Global Sullivan Principles, 1977), SA 8000 sur les conditions de travail des entreprises et de leurs fournisseurs (1997), les principes de responsabilité sociale et éthique AA1000 (1999) et par le Pacte mondial 'Global Compact' (2000). Dans certains secteurs (les télécommunications par exemple), des entreprises ont lancé des initiatives pour mettre en pratique les politiques sur les droits de l'homme. Il est cependant trop tôt pour déterminer leur effet.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- Ce domaine est toujours à l'état embryonnaire, et seule une poignée d'entreprises travaillent réellement pour comprendre et améliorer l'impact de leur secteur sur les droits de l'homme.

Autres questions sociales

Plusieurs secteurs font état de divers programmes qu'ils ont établis pour aborder d'autres questions sociales comme le VIH/SIDA. Par exemple, dans l'industrie touristique, l'Association Internationale des Hôtels et Restaurants (IH&RA) a publié en 1999 un manuel abordant le problème du VIH/SIDA sur le lieu de travail, en collaboration avec l'UNAIDS. Ce manuel est destiné à aider les hôtels et restaurants de toutes tailles à développer leur propre politique et programme de sensibilisation concernant le VIH/SIDA; il est illustré par des exemples des bonnes pratiques du secteur. L'industrie travaille également avec les gouvernements et d'autres parties prenantes pour statuer sur la question de l'exploitation sexuelle des enfants, qui représente une préoccupation non seulement pour les hôtels susceptibles d'être involontairement impliqués, mais aussi pour les tour-opérateurs.

"Étant donné leur contribution essentielle aux résultats bruts mondiaux et à l'emploi, les décideurs du secteur hôtelier sont tenus de démontrer des niveaux de responsabilité sociale plus élevés. Ils seront de plus en plus sollicités pour combler le fossé entre les bons élèves et les mauvais."

Rapport du secteur du tourisme

2.4 Outils favorisant un développement durable

- Dialogue entre parties prenantes multiples
- Partenariats
- Codes et initiatives volontaires
- Systèmes de gestion de l'environnement
- Publication de rapports sur l'environnement et le développement durable
- Technologies propres et R&D

En bref :

Au cours de la dernière décennie, l'industrie a employé de nombreux outils pour mettre en pratique la notion de développement durable. Le dialogue entre parties prenantes multiples est de mieux en mieux accepté comme outil de compréhension des attentes de la société par les entreprises, de limitation des problèmes et de recherche de solutions permettant un développement durable. Les initiatives volontaires sont devenues un outil plus courant pour sensibiliser l'industrie sur la nécessité d'améliorer sa performance environnementale conformément aux obligations réglementaires et au-delà. Les systèmes de gestion de l'environnement sont devenus synonymes de bonne pratique industrielle et d'avantage concurrentiel sur les marchés lorsqu'ils sont associés à des certifications tierces comme la norme ISO 14001 ou l'éco-audit européen.

Les rapports sur l'environnement et le développement durable réalisés par les entreprises et associations sont de plus en plus considérés comme des outils de mesure et de communication de la performance d'entreprise et industrielle. Un progrès important porte sur le développement d'un large consensus de parties prenantes sur les indicateurs fondamentaux d'un développement durable élaborés par la Global Reporting Initiative (GRI), parrainée par les Nations Unies. Les industries des marchés fortement concurrentiels investissent une partie de leur budget de R&D dans le développement de technologies écologiques afin de réduire les coûts d'exploitation et gagner de nouvelles parts de marché.

La mondialisation des technologies d'informations et de communications a facilité le transfert des bonnes

pratiques. Dans une certaine mesure, la mondialisation des marchés a quant à elle permis le transfert de technologies écologiques, par le biais de normes internationales, de joint-ventures et d'assistance multilatérale au développement.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes:

- **Écart grandissant entre l'importante minorité et la majorité:** Dans certains secteurs industriels, le fossé entre les quelques entreprises de tête et la majorité silencieuse s'élargit.
- **Mise en œuvre et vérification:** La plupart des initiatives volontaires sont toujours caractérisées par des problèmes de mise en œuvre, de contrôle et de transparence efficaces, ainsi que de resquilleurs.
- **Intégration dans un cadre de politique publique:** Peu d'initiatives volontaires sont directement liées à une politique gouvernementale et un cadre réglementaire à même de compléter les atouts et carences de ces derniers. Les initiatives volontaires ne peuvent remplacer un cadre réglementaire efficace. Le bon équilibre entre réglementations, mesures économiques et initiatives volontaires, adaptées aux contextes socio-économiques et culturels, doit être développé.
- **Consultation des parties prenantes:** De nombreuses initiatives volontaires sont toujours développées avec une consultation réelle minimale des parties extérieures à l'industrie.
- **Pratique minoritaire:** La publication de rapports d'entreprise environnementaux et sociaux représente toujours une pratique minoritaire. Un tiers seulement des multinationales utilise des cadres d'étude comparables, comme l'initiative GRI, pour rendre compte de leur performance.
- **Indicateurs d'état:** La plupart des secteurs industriels n'a pas encore développé de consensus sur les indicateurs de performance rendant compte des progrès et carences spécifiques à leur secteur.
- **Transfert de technologies anti-écologiques:** Bien que la mondialisation puisse favoriser le transfert de technologies écologiques, elle n'empêche pas le transfert (ou 'dumping') de technologies ou produits polluants interdits dans d'autres pays.

Dialogue multipartite

Demain, le succès appartiendra aux entreprises et aux industries qui acquerront une compréhension précoce des besoins et aspirations sociétaux naissants au regard du développement durable. Pour ce faire, il leur

'En cherchant à assurer l'approvisionnement futur en pétrole et en gaz, peut-être avons-nous négligé d'autres aspects, tout aussi importants, de nos activités. Nous sommes parfois perçus comme des, des pollueurs arrogants plus soucieux de fournir une énergie bon marché aux pays développés, que de promouvoir une prospérité à long terme ailleurs. ... Nous admettons volontiers qu'en tant qu'entreprises individuelles – et en tant qu'industrie – nous n'avons pas toujours les bonnes réponses. Il nous arrive même de ne pas poser les bonnes questions. A cet effet, notre plus grand défi sera de travailler plus étroitement et plus efficacement avec les autres, écouter les différents points de vue et en tirer les enseignements.'

Rapport du secteur pétrolier et gazier

faudra passer d'une communication unilatérale (notamment la présentation de rapports publics) et des consultations ponctuelles avec les parties prenantes (sur les termes d'un rapport ou d'une politique, par exemple), à un dialogue multipartite suivi en vue d'échanger des points de vue et des idées, de créer un climat de confiance et de compréhension mutuelles, et de déterminer tant les priorités que les objectifs futurs. Le besoin d'un dialogue multipartite se fera de plus en plus sentir à l'échelon local, national et international dans les domaines suivants.

- Gestion des problèmes. Nombre des problèmes liés au développement durable, sinon tous, concernent autant l'industrie que la société dans son ensemble. Le dialogue entre les organisations non gouvernementales, les communautés locales et l'industrie est considéré par le secteur aéronautique comme " plus que

jamais indispensable " pour aborder les questions des ONG qui s'appliquent à la société tout entière, par exemple: quel est le nombre de trajets nécessaires pour répondre aux besoins élémentaires de mobilité des individus ? N'est-il pas temps que la société ajuste ces derniers aux exigences environnementales ? Devrons-nous, dans 50 ans, faire des choix énergétiques entre notre logement et nos déplacements ?

- Mise en place d'un cadre de politique générale propice au développement durable. Tous les rapports sectoriels soulignent le rôle crucial joué par les pouvoirs publics dans l'instauration du cadre approprié au fonctionnement de l'industrie à l'échelon national et international. L'application effective de normes réglementaires fondamentales est jugée importante pour assurer des conditions d'égalité, notamment dans les secteurs comprenant un grand nombre de petites et moyennes entreprises. Cependant, aussi exemplaire soit-il, le cadre réglementaire doit être complété (mais non remplacé) par d'autres mesures, telles que des signaux économiques adaptés et réguliers, des mécanismes de marché (crédits d'impôt, redevances de pollution, programmes de négociation des droits d'émission, etc.), et des initiatives spontanées. Comme ni les pouvoirs publics, ni l'industrie, ni les organisations non gouvernementales ne peuvent prétendre posséder toutes les connaissances nécessaires à la mise en place d'un cadre

" J'apprécie les efforts déployés par l'industrie (chimique) pour prendre en considération les vues des différents acteurs. Comme elle, je pense que toutes les parties concernées par la sécurité chimique, la santé et l'environnement ont encore beaucoup à faire."

Dr Lynn R. Panganiban, Pesticide Action Network, Philippines

de politique générale permettant d'orienter la société vers un développement durable, une approche multipartite s'impose pour aider les États et les entreprises à prendre des décisions.

- Amélioration de l'efficacité et de la crédibilité des initiatives volontaires en impliquant la société civile dans la détermination de leurs objectifs, mesure de leur rendement, et vérification que les signataires mettent tout en œuvre pour les appliquer. L'industrie du charbon reconnaît qu'il est important d'impliquer des groupes de la société civile dans la fixation des normes et la vérification de ses réalisations. Le secteur chimique est à présent parfaitement rodé aux divers types de participation à son programme Responsible Care de Progrès, dans différents contextes socio-économiques et culturels. Il se fonde sur les préoccupations du personnel et des autres parties prenantes pour définir ses priorités et améliorer son programme.
- Participation des parties prenantes à l'échelon mondial. La plupart des secteurs ont trouvé la consultation multipartite organisée par le PNUE très utile pour mieux comprendre les différents points de vue et idées des parties prenantes à l'échelon mondial, et beaucoup ont fait état dans leurs rapports de leur intention de poursuivre ce processus.

Partenariats publics-privés

Le dialogue multipartite peut déboucher sur de nouveaux partenariats publics-privés, outil qui joue un rôle grandissant dans le développement durable. Ceux-ci peuvent consister en des accords entre une ou plusieurs entreprises, et des organisations intergouvernementales, des autorités nationales ou locales, des organisations non gouvernementales et/ou des mouvements associatifs. Ils s'avèreront d'une utilité croissante dans différents domaines tels que.

- Décourager l'utilisation et le transfert de technologies polluantes, anciennes et moins efficaces, dans les pays en développement ne pourra être accompli par les seuls efforts de l'industrie, encore que cette dernière pourrait assumer un rôle plus dirigeant en la matière. L'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement (IPIECA), par exemple, collabore avec le secteur automobile et plusieurs organisations intergouvernementales pour inciter les États du monde entier à éliminer progressivement le carburant plombé dans les régions où il est toujours distribué.

'La pollution industrielle provenant de sources ponctuelles, il est relativement facile de la corriger. Dans la plupart des cas, aujourd'hui, ce sont en fait les sources de pollution diffuses, souvent davantage liées à la consommation qu'à la production, qui provoquent les situations les plus dangereuses. En d'autres termes, l'industrie ne peut pas tout faire à elle seule. Elle doit, bien sûr, étudier le cycle de vie de ses produits, mais sans la coopération de tous les acteurs impliqués dans la chaîne, ses capacités d'action sont limitées.'

Kristen E. Sukalac, International Fertilizer Industry Association

- Promotion de l'utilisation et de la consommation durables. Comme les entreprises commerciales et industrielles commencent à le comprendre, la société attend de plus en plus d'elles qu'elles assument la responsabilité de leurs produits au-delà de la production. Cependant, elles ne peuvent, à elles seules, veiller à ce que leurs produits soit utilisés de manière durable. Ceci requiert la mise en place de nouvelles formes de partenariats entre l'industrie, les pouvoirs publics et les autres parties prenantes. Pour promouvoir l'utilisation efficace et sans danger des pesticides, par exemple, CropLife International, qui représente le secteur de la phytologie, a lancé en 1991

l'initiative Safe Use. Celle-ci visait à assurer une formation dans les pays en développement, ainsi qu'à impliquer l'industrie, les autorités locales et nationales, les organismes donateurs internationaux, les ONG et les coopératives agricoles. L'industrie des engrais reconnaît également que les agriculteurs doivent recevoir une meilleure formation, le tout étant de savoir comment le faire au mieux, et à qui confier cette tâche.

'Les solutions viendront des nouvelles technologies, associées aux changements dans les comportements humains et au renforcement des capacités institutionnelles.'

Rapport du secteur automobile

- Satisfaction des besoins en infrastructures. Le Groupe d'action des transports aériens fonde sa stratégie pour l'Aéronautique dans un monde durable sur trois principes de partenariats destinés à: mettre en place des infrastructures et des liens avec d'autres modes de transport; améliorer l'efficacité de l'industrie et les réalisations environnementales; collaborer avec les communautés locales et autres groupes d'intérêt aux alentours des aéroports. Dans le secteur automobile, il faudra nouer de nouveaux partenariats privés et/ou publics-privés afin de créer les infrastructures nécessaires à la distribution d'hydrogène,

'Aujourd'hui, l'une des initiatives les plus prometteuses visant à associer le développement social et le secteur privé est le projet de mécanisme pour un développement propre établi par le Protocole de Kyoto. Eu égard à la longévité des investissements dans la production d'électricité, l'industrie aura besoin de mécanismes souples pour atteindre les objectifs de réduction des émissions fixés par le Protocole de Kyoto'

Rapport du secteur de l'électricité

pour les véhicules fonctionnant sur pile à combustible ou autres carburants à l'hydrogène, ou pour d'autres combustibles de substitution.

- Élargissement de l'accès à l'électricité aux 2 milliards de personnes qui en sont actuellement privées, et augmentation de la production d'électricité sans accroissement des émissions de gaz à effet de serre. Des politiques publiques et des mécanismes de gouvernance, conjugués au savoir-faire technique et aux compétences des entreprises, sont indispensables pour mettre au point et diffuser des systèmes à émissions d'oxyde de carbone faibles ou nulles, dont des méthodes d'énergie renouvelable hors réseau pour les zones rurales pauvres.
- Lutte contre la fracture numérique: le secteur des technologies de l'information et des communications fait état d'un plan d'action régional en cours d'élaboration par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) pour lutter contre la fracture numérique. L'investissement privé sera consacré à la création d'infrastructures, tandis que les pouvoirs publics s'emploieront à concevoir le meilleur environnement juridique et réglementaire possible.

Initiatives et codes volontaires

Réalisations

L'industrie a multiplié les initiatives volontaires depuis 1992, époque où il n'existait que la Charte des entreprises pour le développement durable élaborée par la Chambre de commerce internationale, le programme Responsible Care de l'industrie chimique et une poignée d'actions nationales. Elle leur a donné diverses formes, dont des codes de conduite, des engagements volontaires et des objectifs quantifiés.

À la fin des années 1990, on comptait, d'après l'OCDE, plus de 30 000 initiatives locales au

Japon, plus de 300 dans l'EU et 42 aux États-Unis. Le Pacte mondial (Global Compact), une initiative personnelle du Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui se base sur un ensemble de valeurs fondamentales dans le domaine des droits de l'homme, des normes du travail et de l'environnement, a contribué efficacement à accroître la mobilisation du secteur privé.

Le programme Responsible Care de l'industrie chimique, par exemple, s'est étendu de 13 pays en 1992 à 46 aujourd'hui, ce qui représente 85 % de la production chimique mondiale. Cependant, ce secteur est le premier à admettre que le programme souffre de quelques incohérences dans la mise en œuvre, la performance et la vérification à l'échelon mondial, dues à des différences de compréhension ou à un manque de ressources. Il considère comme prioritaire de travailler avec les parties prenantes pour en améliorer la qualité dans tous les pays.

Chapitre 30 d'Action 21

'Les entreprises commerciales et industrielles, y compris les sociétés transnationales, doivent être encouragées à adopter des codes de conduite préconisant les meilleures pratiques écologiques et à rendre compte de l'application de ces instruments.'

L'initiative Responsible Care comprend trois autres programmes volontaires portant sur la gestion responsable des produits, les substances chimiques à grand volume de production et la recherche à long terme. Tous trois visent à étendre la connaissance et la gestion sans danger des produits chimiques. L'industrie des engrais a également fait œuvre de pionnier en lançant une initiative volontaire avec le concours d'organisations internationales, en vue de promouvoir les meilleures pratiques agricoles pour optimiser l'utilisation des engrais dans différentes régions du monde. Le secteur de l'électricité a mis au

point des directives sur les meilleures pratiques, fondées sur la Charte de l'énergie durable signée par l'E7 en 1994, afin d'épauler les pays en développement et les économies en transition dans ce domaine. Il a également conçu un ensemble de principes de " confiance sociale ", en collaboration avec les différentes parties prenantes, relatifs aux aspects essentiels de la relation entreprises-parties prenantes. Les associations automobiles ont signé un accord volontaire avec l'Union européenne, concernant la réduction des émissions moyennes de CO₂ par kilomètre pour les nouveaux parcs de véhicules d'ici 2008/9, soit une baisse de 25 % par rapport aux chiffres de 1995.

Seul un petit groupe de banquiers avait rejoint le PNUE pour lancer l'Initiative des institutions financières en 1992; aujourd'hui, celle-ci regroupe plus de 180 participants de 40 pays, et son succès a incité le secteur de l'assurance à adopter un programme similaire, auquel plus de 80 sociétés d'assurance ont adhéré. Les ingénieurs-conseils, reprenant un document directif paru en 1990, ont récemment publié leurs Directives à l'intention des entreprises pour la prise en compte du développement durable dans les services de consultants.

La sensibilisation du public, jointe à la menace de responsabilité juridique, ont également eu des retombées dans le secteur touristique, comme en témoigne l'industrie des croisières. Pour la première fois, une association d'exploitants de navires internationaux a élaboré récemment un code obligatoire. Les Pratiques et procédures de gestion des déchets dans l'industrie des croisières ont été adoptées par les membres du Conseil international des lignes de croisière (ICCL) en juin 2001. Les hôtels sont de plus en plus nombreux à se fixer des codes de conduite. Quant aux voyageurs, ils ont volontairement lancé, en collaboration avec le PNUE, l'OMT et l'UNESCO, une initiative en faveur de l'environnement. D'autres branches ont depuis

participé, avec le concours du PNUE, à la mise en œuvre d'volontaires internationales volontaires, notamment les secteurs publicitaire, minier et automobile ainsi que l'industrie des technologies de l'information et des communications, et la métallurgie.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- Peu d'initiatives spontanées sont établies en coordination directe avec les politiques des pouvoirs publics et les cadres réglementaires, ce qui permettrait aux points forts des uns de suppléer aux points faibles des autres.
- Beaucoup de secteurs n'ont toujours pas élaboré de codes des meilleures pratiques pour guider leurs membres.
- Maintes initiatives restent souvent au stade des bonnes intentions, leur efficacité et leur crédibilité n'étant pas assurées par une mise en œuvre, un suivi et une vérification efficaces.
- Aucune sanction effective ne peut être appliquée à ceux qui n'adhèrent pas à l'initiative. Toute initiative volontaire, aussi excellente soit-elle, peut se voir discréditée par des " profiteurs ", des entreprises qui n'appliquent pas les normes volontaires de l'industrie.
- Beaucoup d'initiatives volontaires se limitent aux aspects environnementaux du développement durable.

Systèmes de gestion de l'environnement

Réalisations

Depuis 1992, on note un accroissement spectaculaire du nombre d'entreprises qui ont instauré des politiques écologiques et des systèmes de gestion de l'environnement destinés à mettre ces instruments en pratique. Les systèmes de gestion de l'environnement ont permis aux sociétés qui en ont obtenu la certification internationale de se tailler un avantage concurrentiel et de projeter une

image positive auprès du public. Ils ont également favorisé, dans la " gestion de la chaîne logistique ", une collaboration plus étroite entre les grandes sociétés et leurs fournisseurs - souvent des petites et moyennes entreprises - en vue d'atteindre des objectifs communs dans le domaine de l'environnement.

Le secteur automobile signale que la plupart des constructeurs automobiles internationaux ont à présent l'ISO 14000 et/ou la certification EMAS (norme de gestion et d'audit de l'environnement de l'Union européenne). Les systèmes de gestion de l'environnement font partie intégrante du programme Responsible Care de l'industrie chimique, et nombre de sociétés adhérentes possèdent l'EMAS et/ou l'ISO 14000. Dans l'industrie alimentaire, le nombre de certifications ISO est passé de moins de 300 en 1998 à plus de 800 en 2000.

La plupart des entreprises du secteur des télécommunications ont également mis au point des systèmes de gestion de l'environnement fondés sur les normes ISO 14000; la première certification ISO 14001 mondiale a été octroyée à une grande société de télécommunications pour ses activités internationales manufacturières et non-manufacturières.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- Il reste encore de nombreuses régions du monde où les systèmes de gestion de l'environnement ne sont pas mis en œuvre, notamment par des petites et moyennes entreprises (qui, dans la plupart des pays, représentent une grande partie des impacts environnementaux), mais aussi par des grandes sociétés nationales, particulièrement celles qui n'opèrent pas sur les marchés internationaux.

- Même si les sociétés multinationales s'efforcent d'appliquer des normes environnementales identiques et de haut niveau à tous leurs établissements, les pratiques réelles de leurs filiales, fournisseurs et sous-traitants soulèvent toujours de nombreuses questions, notamment dans des contextes socio-économiques et culturels différents.
- Les systèmes de certification de la gestion de l'environnement, tels que l'ISO 14000, ne sont pas automatiquement synonymes de bonne performance environnementale ou de conformité d'une société avec les réglementations d'un pays.
- Les outils de gestion de l'environnement, la comptabilité environnementale par exemple, doivent être davantage développés.

Les efforts déployés en faveur de l'établissement de rapports sur le développement durable ne suffisent pas. Une fois les formats normalisés et testés, seule une réglementation des pouvoirs publics permettra d'en accroître l'utilisation. Le fait que, sur 60 000 sociétés transnationales, seules 65 ont signé le Pacte mondial (Global Compact) montre bien qu'il nous reste encore un long chemin à parcourir. Au moins peut-on espérer que ces 65 sociétés commenceront (ou continueront) à se servir du format établi par la GRI.

Lorraine Ruffing, CNUCED

Établissement de rapports sur le développement durable et l'environnement

Réalisations

Depuis Action 21, plus de 2 000 entreprises établissent des rapports sur leur performance écologique. Sur les 250 premières sociétés mondiales, plus d'un tiers publient à présent des rapports environnementaux touchant un vaste éventail de domaines, dont la chimie, les

télécommunications, les mines, les minéraux et les métaux, le tourisme, l'industrie alimentaire, l'aéronautique, les chemins de fer, l'automobile et les produits de grande consommation.

Plus récemment, certaines entreprises se sont attachées à couvrir, dans leurs rapports, les trois dimensions du développement durable: les impacts environnementaux, sociaux et économiques. En s'appuyant sur d'autres initiatives mondiales du même type, la GRI a recueilli un large consensus auprès des parties prenantes quant aux pratiques généralement acceptées à appliquer à l'établissement de rapports sur le développement durable.

Le secteur de l'aluminium publie des rapports sur les émissions mondiales de gaz à effet de serre, la consommation d'énergie et la sécurité mondiale, ainsi que des analyses comparatives permettant aux usines d'évaluer leurs performances par rapport à celles d'autres installations utilisant la même technologie.

Dans l'industrie chimique, la plupart des sociétés multinationales, voire toutes, publient des rapports sur le développement durable ou l'environnement, et certaines ont été les premières à appliquer le modèle préconisé par l'Initiative mondiale sur les rapports de performance. Le Conseil international des associations chimiques s'est fixé pour objectif de mettre au point des indicateurs afin d'établir des rapports de performance mondiaux et de publier des données mettant en lumière l'impact de l'industrie tant sur l'environnement que sur les différents secteurs de la société. Si l'établissement de rapports sur l'environnement n'est pas encore une pratique répandue dans l'industrie alimentaire, certaines entreprises et associations utilisent des indicateurs de performance environnementale pour mesurer la consommation d'eau et d'énergie, la production d'eaux résiduelles, les émissions atmosphériques et la production de déchets.

En ce qui concerne le secteur des technologies de l'information et des

communications, pratiquement tous les membres de l'initiative GeSI publient des rapports sur l'environnement, la santé et la sécurité. Par ailleurs, l'Association européenne des exploitants de réseaux de télécommunications (ETNO) se sert d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs afin d'élaborer des rapports semestriels sur la performance des signataires de sa charte. Dans le secteur financier, un groupe de travail rattaché à l'Initiative des institutions financières du PNUÉ est en train d'élaborer des directives internationalement acceptées sur l'établissement de rapports et la gestion en matière environnementale dans le cadre de la GRI. De même, le secteur touristique met en place des indicateurs dans ce domaine sous l'égide de la 'Tour Operators Initiative' du PNUÉ. Le secteur automobile en fait autant."

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- Dans beaucoup de secteurs et de pays, l'établissement de rapports sur le développement durable ou l'environnement reste pratiqué par une minorité d'entreprises, notamment en cas de cadres juridiques peu contraignants ou de faible pression du public.
- Dans les secteurs où cette pratique se généralise, les éléments mesurés et communiqués varient considérablement d'une entreprise à l'autre, aussi est-il difficile de faire la distinction entre les bons et les mauvais "élèves", et de regrouper des données sur l'ensemble de l'industrie.
- Les rapports ne mentionnent souvent que les informations positives, et omettent de signaler les faiblesses ou les études de cas négatives, dont on peut tirer beaucoup d'enseignements quant à la stratégie et la capacité de changement des entreprises.
- Les rapports portent essentiellement sur les questions environnementales. Lorsqu'ils abordent des aspects sociaux, ils se

contentent souvent de faire état des contributions caritatives (le mécénat d'entreprise), plutôt que de traiter de thèmes plus vastes et de l'impact du rôle et des activités d'une entreprise.

R&D et technologies écologiques

Réalisations

Les technologies écologiques sont de plus en plus considérées comme des éléments propices aux affaires, qui permettent aux entreprises de réduire leurs coûts et de gagner de nouvelles parts de marché. La mondialisation des technologies de l'information et des communications a facilité le transfert des meilleures pratiques et techniques, catalysé par des réseaux industriels et des organisations internationales telles que le programme international de production plus propre et ActionOzone du PNUÉ. La mondialisation des marchés a également favorisé le transfert de technologies écologiques à des pays en cours d'industrialisation rapide, par le biais des coentreprises et des pratiques des sociétés multinationales qui appliquent les mêmes normes de performances à tous leurs établissements. Face à l'émergence de nouveaux besoins et exigences au niveau mondial (liés, par exemple, à la réduction des gaz à effet de serre et au Protocole de Kyoto), les grandes sociétés investissent une partie de leurs budgets de R&D dans la conception des technologies plus propres et de substitution nécessaires au développement durable.

Le secteur du charbon a mis au point des technologies plus propres pour réduire le volume de charbon consommé et les émissions générées par unité d'énergie produite, ainsi que pour limiter les rejets résiduels. La recherche et le développement menés dans ce domaine sont partagés par l'intermédiaire d'organismes internationaux, notamment l'International Committee on Coal Research, ce qui a contribué à faire progresser l'adoption de technologies plus propres dans

les pays en développement. En Chine, par exemple, l'élaboration et la mise en œuvre de technologies propres sont une priorité nationale, intégrées à la législation depuis la loi sur le charbon passée en 1996.

Le secteur de l'électricité rend compte de ses accomplissements dans l'amélioration de l'efficacité et la réduction des émissions des turbines à gaz à cycle combiné, des technologies au charbon nouvelles et existantes, des turbines éoliennes, des installations hydroélectriques et des petits réacteurs nucléaires existants.

Le secteur automobile investit lourdement dans de nouveaux types de moteurs, dont les véhicules à hydrogène, afin de réduire les émissions de CO₂.

Principaux écarts et inquiétudes des parties prenantes

- La R&D écologique ne représente qu'une

infime partie du budget R&D de la plupart des secteurs industriels; elle est plus souvent destinée à la conception de nouveaux produits qu'aux besoins secondaires du développement durable.

- Il est impératif d'intensifier la R&D pour atteindre les objectifs du développement durable.
- La majeure partie de la R&D est réalisée dans les pays développés. Il convient d'accroître la R&D consacrée aux technologies répondant aux besoins propres aux pays en développement.
- Il faut apporter davantage d'aide aux petites et moyennes entreprises afin qu'elles puissent effectuer des audits technologiques, choisir les techniques appropriées, les acquérir et apprendre à les maîtriser.

2.5 L'intégration au service du développement durable

- Intégration sociale, environnementale et économique
- Intégration des critères du développement durable au processus général de prise de décision
- Intégration intersectorielle au service du développement durable
- Intégration mondiale

En bref:

De toute évidence, le calendrier du développement durable a évolué depuis le Sommet de la Terre. Petit à petit, on a pris conscience que, selon les termes de Nelson Mandela: 'si la mondialisation est destinée à assurer la paix et une stabilité véritables à travers le monde, alors elle doit être un processus profitant à tous'. Lors du sommet économique mondial tenu en 1999, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a mis les dirigeants d'entreprise au défi 'contribuer à la construction des piliers sociaux et environnementaux nécessaires au soutien de la nouvelle économie mondiale et d'une mondialisation qui profite au monde entier'. Cela demandera quatre types d'intégration:

- **Intégration sociale, environnementale et économique/intégration sociétale** - passer d'une approche fragmentée, qui traite les aspects écologiques, sociaux et économiques séparément, à une démarche holistique (concept de la 'triple bottom line' ou triple approche, soit Hommes, planète et prospérité) qui les unit.
- **Intégration des critères du développement durable au processus général de prise de décision** au lieu de les traiter isolément.
- **Intégration intersectorielle au service du développement durable** - passer d'une approche propre à chaque secteur; à une démarche intersectorielle, afin de mieux répondre aux besoins du développement durable.
- **Intégration mondiale** - contribuer à établir le cadre mondial des règles et des institutions nécessaires pour protéger le patrimoine de l'humanité et pour répondre aux besoins propres aux pays en développement.

Intégration sociale, environnementale et économique / intégration sociétale

Jusqu'à présent, les impacts économiques, écologiques et sociaux d'une entreprise ou d'une industrie sur la société étaient pour l'essentiel traités isolément. Même les grandes entreprises qui ont publié des rapports sur le développement durable ont généralement procédé ainsi. L'industrie n'est pas seule en cause; les décideurs et les parties prenantes ont, eux aussi, suivi une approche fractionnée. Les entreprises et les associations industrielles doivent adopter une démarche plus holistique ('triple bottom line'), intégrant les dimensions sociales, environnementales et économiques de leurs activités, et s'en servir pour aider la société à relever les défis du développement durable. Certains secteurs ont commencé à

'À mon sens, on ne saurait réussir l'intégration au sein d'une entreprise qu'à condition de la lier à une intégration sociétale plus vaste. Mais si une entreprise est tirée dans maintes directions différentes par ses parties prenantes, il n'est guère surprenant qu'elle ait des difficultés à trouver une approche intégrée.'

Dr Chris Tuppen, GeSI

utiliser une approche plus intégrée pour mieux comprendre l'impact du cycle de vie de leurs produits et services sur la société, et pour chercher des solutions permettant de faire face aux enjeux mondiaux. C'est le cas, par exemple, d'un secteur à croissance très rapide, le tourisme, qui se penche sur les façons dont il peut contribuer à résoudre les problèmes du développement durable dans des domaines

qui vont de l'emploi de personnel non qualifié et des programmes de lutte contre le SIDA, à la protection de l'environnement et du patrimoine culturel.

L'intégration sociale, environnementale et économique au sein des entreprises est directement liée à une intégration sociétale plus vaste. Le développement durable pose maints problèmes complexes qui vont au-delà de la sphère d'influence de l'industrie, et que celle-ci ne peut résoudre seule. Tous les rapports sectoriels évoquent, explicitement ou implicitement, la nécessité d'une meilleure intégration à la société, impliquant une collaboration ou un partenariat plus étroit avec les acteurs sociétaux. Le secteur de l'électricité, par exemple, différencie les rôles de ses principales parties prenantes: 'Les États ont le pouvoir d'établir les priorités stratégiques, les structures juridiques et les mécanismes de gouvernance nécessaires à l'électrification... Les milieux financiers jouent un rôle clé pour lever les capitaux nécessaires aux investissements massifs requis par l'électrification... Les développeurs de technologies ont accès à des options de conversion de l'énergie, susceptibles d'offrir tant une certaine souplesse en matière de carburants que des moyens de lutte contre la pollution, et de mener à une utilisation efficace des ressources... Les organisations non gouvernementales peuvent mettre en lumière les besoins locaux dans le domaine de l'électrification et du développement durable.'

Intégration intersectorielle au service du développement durable

Manifestement, les secteurs industriels sont interconnectés sur le plan économique, social et environnemental. Par conséquent, les innovations sociales et technologiques ne prendront pas toute leur dimension si elles ne sont effectuées qu'au sein d'un seul secteur. Le développement durable exigera une intégration dans et entre les différents secteurs industriels. Des exemples du type d'intégration

intersectorielle voulue figurent dans les rapports de l'industrie des technologies de l'information et des communications, et du secteur finances et assurances.

Tout en reconnaissant qu'il lui faut encore améliorer ses propres performances internes, le secteur des technologies de l'information et des communications se considère comme un 'catalyseur' du développement durable. Il permet en effet aux autres industries de réduire leurs émissions de dioxyde de carbone (entre autres par le biais des visioconférences, du télétravail et de l'efficacité énergétique) et donne à la société mondiale les moyens d'atteindre des objectifs sociaux, tels que la réduction de la fracture numérique et l'amélioration de l'éducation dans les pays en développement grâce à l'enseignement à distance.

'Il est important que chaque industrie examine, au delà de son seul périmètre, son impact sur l'ensemble de la société. Les secteurs doivent dépasser le cadre de leur collaboration directe avec les employés, les actionnaires et autres parties prenantes, pour comprendre leur rôle dans le développement économique et social.'

Rapport du secteur des technologies de l'information et des communications

Au cours des dix ans qui se sont écoulés depuis le Sommet de la Terre, le financement durable s'est transformé, de préoccupation militante, en sujet d'intérêt général. Les initiatives du PNUE et le mouvement Socially Responsible Investment (SRI) ont contribué à accroître la sensibilisation du secteur finances et assurances. Le lancement du "Dow Jones Sustainability Group Index" en 1999 et d'autres indices par la suite a prouvé que le développement durable s'était frayé un chemin dans les milieux financiers traditionnels. Dans les pays en développement, les institutions financières du secteur public ont également ouvert la voie au financement durable. La Banque mondiale, la Société Financière

Internationale (SFI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque interaméricaine de développement, notamment, introduisent des critères environnementaux dans leurs prêts ou leurs projets d'investissement. Par ailleurs, certaines banques multilatérales de développement commencent à s'éloigner des approches traditionnelles axées sur les subventions publiques, pour adopter des formules plus créatives - services payants ou financement à la consommation -, afin de répondre aux besoins en énergie durable dans les pays en développement et les économies en transition. Elles fournissent un financement bancaire pour contribuer à couvrir les frais de démarrage dans les domaines de l'énergie renouvelable, de la gestion de l'eau et des systèmes de transports en commun.

'Les financiers sont les "amorçeurs" de l'économie mondiale – ils peuvent retirer leurs fonds ou apporter leur soutien à une entreprise. Ils sont donc idéalement placés pour agir sur le cours du développement industriel de façon à le rendre compatible avec le calendrier du développement durable.'

Résolution de Rio soumise au Sommet "planète Terre" en 1992 par la communauté internationale de l'investissement social. Rapport du secteur finances et assurances.

Les États prennent, eux aussi, des mesures innovantes pour faire progresser le financement durable. Au Royaume-Uni et en Allemagne, les fonds de pension publics et privés sont à présent tenus d'énoncer leur politique quant à l'investissement socialement responsable, tandis que le gouvernement suédois applique des critères environnementaux aux crédits publics.

Les organismes de crédit à l'exportation, qui fournissent des services allant des crédits aux garanties à l'exportation, ont commencé à mettre en place des systèmes de sélection

lorsqu'ils évaluent les demandes, afin de limiter les impacts environnementaux et sociaux des activités des exportateurs.

Cependant, si le financement durable s'est imposé au cours des dix dernières années, il lui reste encore un long chemin à parcourir pour se généraliser. On estime à 2 ou 3 % seulement le nombre d'investissements effectués en tenant compte des critères relatifs à l'environnement et à la responsabilité sociale. Parmi les priorités clés du secteur, citons: l'élaboration de protocoles normalisés et internationalement reconnus, présidant à l'établissement de rapports, à la comptabilité et à la mesure du développement durable (liés à la Global Reporting Initiative);

- l'intégration des objectifs du développement durable aux pratiques et aux politiques générales de gestion des actifs;
- l'élargissement de l'adoption de normes volontaires en matière de performance environnementale;
- la création d'outils et solutions financiers innovants, afin de faire face aux nouveaux défis sociétaux résultant de l'épuisement des ressources, de la pollution du patrimoine de l'humanité, des inégalités excessives, etc.;
- le transfert de connaissances aux secteurs du crédit, de l'assurance et de la gestion des actifs dans les pays en développement;
- la prise en compte des attentes d'un nombre grandissant de parties prenantes, qui se sont, jusqu'à présent, essentiellement concentrées sur les marchés boursiers et l'investissement socialement responsable, pour relier le développement durable à d'autres secteurs, tels que l'investissement étranger direct et la garantie des risques à l'exportation.

Intégration mondiale

Les entreprises commerciales et industrielles verront leurs activités et leur 'permis social de fonctionner' de plus en plus contestés, si elles refusent de reconnaître que les nouvelles opportunités offertes par la mondialisation s'accompagnent de nouvelles responsabilités internationales, y compris celle de contribuer à répondre aux besoins sociaux auxquels le marché ne peut pas faire face seul. L'instauration d'un cadre mondial de règles, d'institutions et de pratiques visant à protéger le patrimoine de l'humanité, dont l'atmosphère, les océans, la diversité biologique et les forêts, requiert non seulement l'intervention des organismes publics et intergouvernementaux, sur le plan diplomatique et législatif, mais aussi le savoir-faire, les connaissances et les points de vue des entreprises et de la société civile.

L'industrie chimique travaille en collaboration avec les États et des organismes des Nations unies en vue d'une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques dans le monde entier. Elle a souscrit à la Convention de Rotterdam sur le commerce des produits chimiques dangereux (Convention CIP) et à la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. En outre, elle apporte son soutien tant au PNUE dans le domaine de la gestion des produits chimiques, qu'au Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique (FISC) et au Programme interorganisations sur la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques (IOMC).

'Si les adhérents de l'ICCA préconisent un commerce libre et équitable, ils sont pleinement conscients de la nécessité d'imposer des restrictions au commerce et à la production de certaines substances chimiques présentant de graves dangers pour la santé ou l'environnement, ou susceptibles d'être utilisées à des fins illicites.'

Rapport du secteur chimique.

Le développement durable mondial dépend à présent de notre capacité à réduire l'écart entre pays développés et pays en développement, qui s'est creusé, et non comblé, depuis Action 21. Dans un monde où l'influence du secteur privé ne cesse de s'accroître, les entreprises commerciales et industrielles doivent s'attendre à jouer un rôle grandissant dans la satisfaction des besoins propres aux pays en développement, sur le plan, par exemple, du renforcement des capacités humaines et institutionnelles, de l'assistance et du développement technologiques et des ressources financières. Pour l'Institut mondial du charbon, combler l'écart existant entre les pays développés et les pays en développement en matière de santé, de sécurité et d'environnement, fait partie des principaux défis à relever pour progresser. À la nécessité d'un code minier mondial, il ajoute un projet de 'système de parrainage', dans lequel les sociétés minières efficaces sur le plan de l'environnement, de la santé et de la sécurité fournissent des données d'expérience et de savoir-faire aux entreprises moins performantes de la même région.

'Les problèmes auxquels les pays en développement sont confrontés doivent être abordés de toute urgence du fait de leur ampleur et parce que ces nations n'ont pas la capacité de les résoudre unilatéralement.'

Rapport du secteur du charbon.

Le Conseil international des associations chimiques s'est montré un partenaire actif du programme APELL du PNUE, en aidant les pays en développement dans le domaine de la gestion sans danger des produits chimiques. Il examine la façon dont l'industrie peut apporter une assistance à ces nations en ce qui concerne la diffusion d'informations sur la sécurité, l'éducation et la formation des États et des utilisateurs de produits chimiques, ainsi que l'accroissement des ressources destinées aux projets de renforcement des capacités.

Près de 60 % du 1,3 milliard USD dépensé par le fonds multilatéral du Protocole de Montréal sont consacrés au transfert de technologies sans danger pour la couche d'ozone aux pays en développement dans le secteur de la réfrigération. Des Plans de Gestion des Fluides Frigorigènes (RMP) ont été mis en place dans de nombreux pays en développement grâce à des actions collaboratives, telles que le programme ActionOzone du PNUE et les Réseaux mondiaux d'experts de l'Institut international du froid. Chaque RMP comprend une phase de diagnostic initiale, condition préalable aux actions et aux initiatives de formation conçues aux fins du développement durable; des programmes de formation sont également mis en œuvre pour répondre aux besoins des fonctionnaires des douanes et des techniciens du secteur de la réfrigération.

Depuis 1992, le réseau d'expertise E7 du secteur de l'électricité a mené à bien plus de 30 projets d'assistance technique et de renforcement des capacités humaines dans les pays en développement. En 1998, a été créé le fonds E7 dédié au développement durable, qui a lancé des projets en Bolivie, en Équateur, au Zimbabwe et en Afrique occidentale.

Chapitre 3: Défis, objectifs et engagements des secteurs

Tous les secteurs d'activité concernés identifient dans leurs rapports leurs défis et objectifs futurs. Certains prennent des engagements spécifiques, à savoir:

- réduire davantage les gaz à effet de serre, les émissions toxiques, l'utilisation d'énergie, les déchets, etc.;
- améliorer la qualité des initiatives volontaires;
- étendre les bonnes pratiques aux pays ne faisant pas encore partie d'une association industrielle mondiale;
- développer et investir dans les technologies prometteuses;
- accroître la dimension sociale de leur activité;
- aider les pays en voie de développement à améliorer leurs normes en matière de santé, sécurité et environnement;
- développer des partenariats avec les parties prenantes.

Le tableau 3 récapitule la position des différents secteurs sur les défis et objectifs futurs concernant le développement durable, ainsi que sur les actions accomplies et les réalisations en cours. Les parties prenantes, y compris celles qui ont participé à la consultation, ne seront pas toujours d'accord avec

'Nous sommes d'accord sur le but recherché (le développement durable), mais nous savons aussi qu'y parvenir est loin d'être facile et qu'il n'existe pas de réponses automatiques. Comme dans toute activité, les objectifs doivent être fixés et clairement définis et les actions menées en tenant compte des événements inattendus.'

Rapport du secteur Finances et assurances.

l'analyse et la position des secteurs. Néanmoins, les rapports représentent une avancée car ils garantissent davantage de transparence, nécessaire pour des discussions plus instructives entre les parties prenantes, et une meilleure compréhension mutuelle. Les parties prenantes sont donc encouragées à consulter les rapports pour avoir plus d'informations et à inciter les secteurs d'activité à non seulement relever les défis futurs, mais aussi à améliorer en permanence leurs performances environnementales et sociales.

Il faut cependant signaler que si plusieurs groupes volontaires, organisations et associations industrielles ont évoqué les progrès, nombreux sont ceux qui ne sont pas actuellement organisés pour prendre des engagements spécifiques à l'échelle planétaire au nom de leur secteur. Cela constitue une nouvelle forme de gestion, qui pourrait évoluer au cours du 21^{ème} siècle grâce à l'implication des parties prenantes.

'La structure de notre secteur a rendu difficile la collecte d'informations. Lorsque des données existent, elles se présentent sous une forme adaptée aux besoins nationaux ou régionaux, qui ne permettent pas toujours la comparaison avec les informations provenant d'autres pays. Par ailleurs, il existe des données intéressantes, qui n'ont pas encore été validées par les processus politiques internes.'

*Kristen E. Sukalac,
International Fertilizer Industry Association*

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles

Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries primaires/extractives</i>			
Aluminium	<ul style="list-style-type: none"> - Par l'intermédiaire de l'International Aluminium Institute (IAI), le secteur a adopté une approche mondiale du développement durable. - Au cours des années 90, les fonderies ont diminué d'un tiers la consommation d'électricité par tonne d'aluminium produit par rapport aux années 50 et cette tendance à l'efficacité énergétique se poursuit aujourd'hui. - Le remplacement de 2 kg de matériaux traditionnels plus lourds par 1 kg d'aluminium, dans la fabrication d'une automobile, permet d'économiser l'équivalent de 20 kg de CO₂ par kg d'aluminium, au cours de la durée de vie du véhicule. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Life Cycle Committee (Comité du cycle de vie) de l'IAI termine une analyse complète de quatre ans portant sur les effets de la production d'aluminium et de ses principales applications sur le bien-être environnemental et économique de la population mondiale. - Les résultats préliminaires des études de l'IAI sur les émissions de perfluorocarbone (PFC) font état d'une tendance à la baisse puisque les émissions de gaz à effet de serre (PFC), en équivalents CO₂, ont diminué de 60 % par tonne de production depuis 1990. - Depuis 1997, l'IAI a rassemblé des informations détaillées sur les performances du secteur en matière de sécurité, qui montrent une chute du taux moyen d'accidents au niveau de l'exploitation minière, du raffinage et de la fonderie. 	<ul style="list-style-type: none"> - L'IAI implique les producteurs chinois et russes dans ses activités. Il va ainsi porter de 60 % à environ 90 % sa couverture de la production mondiale d'aluminium primaire. - L'introduction d'anodes inertes et le remplacement des anodes de carbone dans le temps sont susceptibles de supprimer les émissions de PFC. - Mieux que la plupart des autres matériaux, l'aluminium remplit les conditions requises pour une distribution équitable de l'utilisation des ressources entre les générations et le secteur est déterminé à augmenter le taux mondial de recyclage.
Charbon	<ul style="list-style-type: none"> - Des technologies présentant une plus grande efficacité de combustion ont été développées et utilisées pour réduire les émissions de gaz polluants. - L'analyse du cycle de vie entier montre que la production d'électricité à partir d'autres combustibles comme le gaz peut 	<ul style="list-style-type: none"> - L'industrie houillère s'efforce de réduire l'empreinte écologique laissée par la production et l'utilisation de charbon et de minimiser l'impact de la production de charbon sur la biosphère (terre, mer) et sur les communautés locales. - La poursuite des réductions d'émissions via l'amélioration 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre le développement et l'utilisation dans le monde entier d'un charbon plus propre et de technologies de capture et de séquestration du carbone. - Améliorer les normes de santé, de sécurité et de publication de rapports sur l'environnement et augmenter ce taux de communication. - Accroître la compréhension

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles

Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries primaires/extractives</i>			
Charbon (suite)	<ul style="list-style-type: none"> - provoquer des émissions de GES égales, voire supérieures, à la production obtenue à partir du charbon. - Les compagnies minières transnationales ont fait de grands progrès pour améliorer la transparence et l'obligation de rendre des comptes au public, tisser des relations avec les communautés locales, participer aux programmes des communautés locales et placer l'impact sur l'environnement au premier plan de la gestion des exploitations minières. 	<ul style="list-style-type: none"> - accélérée et le transfert des technologies est le point de départ de solutions efficaces et de moindre coût aux problèmes de durabilité et de changement climatique. Elle représente la principale priorité du secteur dans le futur: - Le World Coal Institute (Institut mondial du charbon) a élaboré un ensemble de principes de durabilité pour encadrer les initiatives industrielles et guider l'action individuelle des entreprises membres. Le WCI va conduire toute une série d'ateliers régionaux avec les parties prenantes pour favoriser l'application des principes. 	<ul style="list-style-type: none"> - des principes de développement durable au sein du secteur et parmi les communautés locales.
Sidérurgie	<ul style="list-style-type: none"> - Il s'est produit une réduction considérable des émissions résultant d'opérations manufacturières, y compris une réduction de 80 % des émissions dans l'air au cours des 20 dernières années. - De nouvelles technologies de production et des produits sidérurgiques nouveaux ont été introduits pour satisfaire les applications exigeantes, avec notamment des automobiles perfectionnées en acier léger, qui contribuent à une société plus durable. 	<ul style="list-style-type: none"> - Continuer l'amélioration des technologies de production d'acier et développer de nouveaux produits et services pour satisfaire des besoins sociétaux en constante évolution. - Poursuivre l'intégration de la durabilité économique, environnementale et sociale dans le secteur sidérurgique mondial. 	<ul style="list-style-type: none"> - Évolution de la sidérurgie mondiale dans une économie de plus en plus mondialisée, notamment dans le cas du succès économique des entreprises. - Changements sociaux, y compris au niveau de l'emploi et du développement communautaire, au fur et à mesure de la mutation du secteur sidérurgique.

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles			
Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries primaires/extractives</i>			
Pétrole et gaz	<ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de l'approvisionnement en carburants moins dangereux, plus propres, économiquement viables et plus fiables pour les transports, la lumière, l'énergie et la chaleur. - Mise en place de systèmes de gestion qui ont considérablement amélioré les performances en matière de sécurité, santé et environnement et fourni un cadre pour des améliorations constantes. - Innovation et application de technologies avancées pour augmenter l'importance des ressources récupérables viables, améliorer la qualité des produits et mettre l'accent sur les performances environnementales et finales. - Contribution aux efforts des pays pour développer leurs ressources naturelles et améliorer leurs propres systèmes de communication, transport, santé et éducation par le biais de la coopération technologique et de la mise en place des capacités. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer et investir dans des technologies avancées pour satisfaire la demande croissante de produits énergétiques abordables tout en améliorant la sécurité de l'offre et en réduisant l'impact sur l'environnement. - Accroître notre contribution au développement durable via une plus grande intégration des dimensions économiques, environnementales et sociales. - Mener nos actions avec une meilleure compréhension (par tous) de nos rôles et responsabilités. Trouver des moyens de travailler efficacement, en consultation avec les autres, pour améliorer les processus de prise de décisions concernant notre secteur. 	<ul style="list-style-type: none"> - Garantir la disponibilité permanente de produits et services énergétiques abordables, sûrs, respectueux de l'environnement et acceptables socialement pour une population mondiale en augmentation. - Améliorer la dimension sociale de notre activité pour accroître les bénéfices de la création de richesses et contribuer ainsi à l'atténuation de la pauvreté. - Trouver un équilibre entre la sécurité de l'offre et les problèmes sociaux, économiques et écologiques liés à la satisfaction d'une demande énergétique croissante.
<i>Industries secondaires/intermédiaires</i>			
Chimie	<ul style="list-style-type: none"> - Le programme Responsible Care (Engagement de Progrès), lancé dans six pays en 1992, concerne aujourd'hui 46 pays, soit 85 % de la production chimique mondiale. - L'industrie chimique a contribué à atteindre 	<ul style="list-style-type: none"> - Étendre le programme Responsible Care à toute la chaîne d'approvisionnement. - Améliorer le processus d'application du programme Responsible Care. - Proposer une meilleure compréhension et davantage d'informations sur les substances chimiques et leurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place des capacités dans les pays en voie de développement (en partenariat avec les organisations intergouvernementales, les gouvernements et les acteurs sociétaux). - Perfectionner la communication interne et externe avec les parties

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles			
Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries secondaires/intermédiaires</i>			
Chimie (suite)	<ul style="list-style-type: none"> plusieurs objectifs fixés dans le programme Action 21, notamment le Chapitre 19 portant sur une gestion des produits chimiques respectueuse de l'environnement. - L'innovation technologique et la mise en place des capacités ont permis une amélioration continue de la sécurité chimique, de la santé et de la protection de l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> effets potentiels. Deux récentes initiatives volontaires, Long-Range Research Initiative (LRI) et High Production Volume programme (HPV), vont permettre d'atteindre ces deux objectifs dans le futur. - Étendre le programme Responsible Care à tous les pays fabriquant des produits chimiques (Russie, Chine, Arabie Saoudite et certaines économies européennes émergentes). - Améliorer la qualité des initiatives Responsible Care dans le monde. 	<ul style="list-style-type: none"> prenantes. - Développer et instaurer un ensemble d'indicateurs quantitatifs des performances nécessaires pour parvenir à un développement durable.
Construction	<ul style="list-style-type: none"> - La part des pays en voie de développement dans la construction totale mondiale est passée de 10 % en 1965 à environ 29 % en 1998. - Les économies matures ont dissocié la croissance du PIB et l'augmentation des émissions de CO₂ dans l'environnement construit, ainsi que des déchets liés à la construction et à la démolition via un recyclage accru. - Troisième secteur industriel certifié ISO 9000 et cinquième secteur certifié ISO 14000 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduction des émissions de CO₂ en augmentant les performances énergétiques des bâtiments existants. - Amélioration de la santé et de la sécurité sur les sites de construction. - Promotion d'une formation plus importante. 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduire davantage les émissions de CO₂ dans l'environnement construit grâce au développement et à l'intégration de technologies énergétiques renouvelables. - Promouvoir l'intégration des technologies environnementales dans la construction. - Définir un ensemble réaliste d'indicateurs de performances pour permettre au secteur de la construction de mesurer ses progrès.
Électricité	<ul style="list-style-type: none"> Contributions à la protection de l'environnement: - remplacement des combustibles primaires dans les usines et les foyers, - encourager les systèmes sanitaires et d'eau, - développement, promotion et application de technologies visant à réduire la pollution de l'air, 	<ul style="list-style-type: none"> - L'électricité n'est pas disponible, accessible et abordable pour tout le monde. Cette situation est une entrave à la protection de l'environnement, au progrès social et au développement économique. - Tous les pays ne disposent pas de cadres réglementaires pour créer des marchés et 	<ul style="list-style-type: none"> - Les compagnies d'électricité doivent adopter les recommandations de bonnes pratiques pour améliorer leurs activités et réduire l'impact sur l'environnement. - Les gouvernements et les organisations non gouvernementales, les institutions financières et de développement, les fournisseurs

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles			
Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries secondaires/intermédiaires</i>			
Électricité (suite)	<ul style="list-style-type: none"> - diminution concrète des déchets, - recyclage des sous-produits et des déchets, - réparation des conséquences, - amélioration de la production, transmission et distribution d'électricité. Contributions au progrès social: <ul style="list-style-type: none"> - amélioration de la qualité de vie en soutenant des infrastructures telles que les télécommunications, la santé, l'agriculture et l'éducation. Contributions à la croissance économique: <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de l'industrie et du commerce, - mise en place d'améliorations révolutionnaires en termes de productivité et d'efficacité. 	réduire les coûts de la production distribuée et centralisée. <ul style="list-style-type: none"> - Des réseaux de transmission efficaces pour regrouper l'offre et la demande n'existent pas dans toutes les régions de la terre. 	de technologies et le secteur électrique doivent axer leurs partenariats sur l'accès à l'électricité des deux milliards de personnes qui en sont aujourd'hui privées. <ul style="list-style-type: none"> - Les états doivent avoir le droit d'utiliser leurs ressources énergétiques indigènes, y compris les combustibles fossiles. - Des technologies efficaces doivent être utilisées pour convertir les combustibles primaires en électricité utilisable.
Industrie alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> - L'industrie alimentaire a enregistré une croissance régulière et solide et contribue désormais grandement aux économies nationales, régionales et locales. Elle est un des principaux employeurs au monde. - Le secteur a introduit des améliorations en termes d'écocoefficacité tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire. - Des contributions importantes ont été apportées à la société en général en proposant aux gens des produits alimentaires de grande qualité et sans danger. 	<ul style="list-style-type: none"> - La disponibilité, la qualité et la sécurité de l'offre alimentaire vont demeurer une priorité élevée. - Dans sa recherche d'améliorations permanentes, l'industrie alimentaire s'engage à faire des progrès dans la gestion des ressources, notamment en ce qui concerne l'eau et l'énergie. - Le dialogue avec tous les partenaires impliqués dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire sera renforcé pour identifier les inquiétudes et y répondre de manière franche et efficace. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une meilleure coordination mondiale doit être développée au sein de l'industrie alimentaire pour partager de bonnes pratiques et favoriser les progrès de la durabilité. - Le secteur doit jouer un rôle actif dans l'identification, le développement et l'acceptation des technologies émergentes qui seront bénéfiques pour les consommateurs et l'environnement. - Les pratiques agricoles durables doivent être complètement encouragées pour les rendre progressivement systématiques et mondialement répandues.

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles			
Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries secondaires/intermédiaires</i>			
Engrais	<ul style="list-style-type: none"> - Ce secteur a réalisé des efforts considérables pour développer et adopter de nouvelles technologies qui ont grandement diminué les émissions liées à la production d'engrais. - Le secteur a joué un rôle capital pour lancer des programmes de certification des distributeurs et des conseillers dans certains pays. - Les principales associations de fabricants d'engrais et organisations de recherche sont impliquées dans la recherche et la formation pour améliorer l'utilisation efficace des éléments nutritifs des plantes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le transfert de technologies et de connaissances internes va permettre à toutes les installations de production d'engrais d'atteindre les niveaux définis par le secteur. - Le bilan en matière de sécurité de l'industrie des engrais figure parmi les meilleurs des secteurs liés à la chimie, mais la poursuite des améliorations est un impératif absolu. - Les relations entretenues par ce secteur avec les communautés et les parties prenantes se sont considérablement développées au cours des dernières années, mais il est possible de faire davantage à l'échelle mondiale. 	<ul style="list-style-type: none"> - En tant que produits de base, la plupart des engrais ont actuellement peu de technologie intégrée pour accentuer l'efficacité de la prise d'éléments nutritifs. - Il faut continuer les recherches pour supprimer les impuretés naturelles des matières premières des engrais. - Le secteur des engrais est confronté au défi d'impliquer davantage ses négociants et détaillants dans les efforts pour résoudre les problèmes de développement durable.
Réfrigération	<ul style="list-style-type: none"> - Dans le cadre d'un processus impliquant toutes les parties prenantes du secteur, la réduction marquée de la production et de la consommation des fluides frigorigènes CFC, puis HCFC, a permis de renverser; depuis 2000, la concentration auparavant toujours croissante de chlore stratosphérique, responsable de la diminution de la couche d'ozone. - Des développements majeurs dans la chaîne du froid (optimisation de la conception des équipements, traçabilité des aliments, information des consommateurs) favorisent une conservation durable des aliments dans les pays industrialisés. - En matière de santé, la réfrigération apporte une 	<ul style="list-style-type: none"> - Les initiatives visant à l'efficacité énergétique du secteur et au développement de fluides frigorigènes de remplacement doivent se poursuivre: elles protègent l'environnement et évitent le réchauffement de la planète. - Des actions destinées à réduire les émissions de fluides frigorigènes consécutives à des fuites tout au long du cycle de vie des plantes doivent être étendues. - La technologie de la pompe à chaleur, qui est un outil efficace permettant de réduire la consommation d'énergie, doit être plus largement diffusée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développer des systèmes de compression de vapeur plus respectueux de l'environnement et énergétiquement efficaces avec des objectifs ambitieux: réduction de la consommation d'énergie de 30 % à 50 % et diminution de 50 % des fuites de fluides frigorigènes. - Continuer à développer des technologies et des applications prometteuses en matière de réfrigération sans compression de vapeur (adsorption et adsorption, réfrigération solaire, déshydratation, trigénération, cryogénie, etc.). - Rendre la réfrigération largement disponible dans les pays en voie de développement, instaurer des chaînes du froid viables, réduire la perte des denrées et soutenir les technologies respectueuses de l'environnement grâce au transfert de technologies et à

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles			
Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries secondaires/intermédiaires</i>			
Réfrigération (suite)	contribution essentielle à la politique de santé durable, notamment dans la vaccination des populations contre les maladies infectieuses grâce au stockage au froid des vaccins dans les pays en voie de développement.		une formation plus importante proposée par les pays développés.
<i>Transports</i>			
Automobile	<ul style="list-style-type: none"> - Les constructeurs automobiles ont fait d'énormes progrès pour limiter les effets négatifs des véhicules sur la société et l'environnement. Cela comprend une efficacité accrue des carburants, une réduction des émissions de gaz d'échappement, une diminution du bruit et une sécurité renforcée. - Des initiatives proactives les ont conduit à adopter des normes sociales, technologiques et environnementales allant dans le sens des bonnes pratiques. La participation à des initiatives mondiales en faveur du développement durable montre clairement la volonté des constructeurs automobiles d'assumer leur responsabilité planétaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement de véhicules utilisant des carburants de remplacement pour réduire davantage les gaz à effet de serre et autres émissions est proche du but. - Cependant, une large introduction des carburants propres doit d'abord surmonter les difficultés relatives à la distribution des carburants et à la réglementation. 	<ul style="list-style-type: none"> - Continuer à perfectionner l'efficacité des véhicules tout au long de leur cycle de vie. Cela comprend des efforts pour rationaliser davantage le processus de production, peaufiner et propager de nouvelles technologies de propulsion utilisant des carburants de remplacement ainsi que développer et appliquer de nouveaux concepts facilitant la mobilité durable.
Aviation	<ul style="list-style-type: none"> - Mode de transport enregistrant le plus fort taux de demande. - Accès aux marchés mondiaux pour les pays développés et en voie de développement. - À l'avant garde de l'efficacité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement des infrastructures pour satisfaire la croissance du marché. - Communication et participation. - Promotion du transport aérien dans les pays en voie de développement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Aviation et réchauffement de la planète. - Sécurité et sécurité. - Intermodalité air/rail.

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles			
Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Transports</i>			
Chemins de fer	<ul style="list-style-type: none"> - Les chemins de fer (transport des passagers et marchandises) contribuent au développement durable du fait de leur efficacité élevée en ce qui concerne la capacité, l'énergie, l'espace et le temps. - Au niveau mondial, le secteur a viré "au vert" au cours de la dernière décennie, affichant ainsi son engagement et des actions en faveur du développement durable. - Le haut niveau de sécurité ferroviaire qui a permis de sauver des vies et d'éviter de nombreux accidents s'améliore encore tandis que la part du secteur dans les problèmes de santé publique est en régression. 	<ul style="list-style-type: none"> - Des données environnementales pertinentes font défaut à l'échelle mondiale. Le secteur doit accentuer son travail de collecte, traitement et communication des données. - Le secteur des chemins de fer doit atteindre le stade où de nouvelles solutions techniques en matière de matériel roulant, infrastructures et procédures vont entraîner de grandes améliorations environnementales. - Cela signifie une meilleure éducation et formation, une gestion visible, des campagnes ciblées, ainsi que plus de mesures d'incitation en faveur du secteur (par exemple, des lignes de conduite cohérentes ou des récompenses économiques). 	<ul style="list-style-type: none"> - 'Réussir le passage à un mode différent de transport en faveur du rail. Il faut vaincre des obstacles techniques et organisationnels et instaurer de règles communes pour tous les modes de transport.' - Le secteur va conserver et développer ses avantages sociaux et environnementaux grâce à des recherches continues et à une bonne exploitation des résultats sectoriels. - Les systèmes ferroviaires sont vitaux pour les pays en développement du fait de l'actuelle croissance de la population et des zones urbaines. Cela exige une planification urbaine durable, les chemins de fer étant la clé des infrastructures.
Transport routier	<ul style="list-style-type: none"> - L'Union internationale des transports routiers (IRU), qui représente le secteur, s'est engagée dans sa charte à rechercher le développement durable. - Ce secteur possède une stratégie générale, une évaluation normalisée et un système de transfert des connaissances pour promouvoir le développement durable. - Le secteur a réussi à dissocier la croissance du transport routier et son impact sur l'environnement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le secteur du transport routier va poursuivre sa stratégie des trois "I": - Innovation: "les mesures à la source" sont les moyens les plus efficaces et les moins onéreux pour améliorer les performances environnementales. - Incitation: le transport routier a besoin de véritables mesures d'incitation de la part des gouvernements pour récompenser l'application de bonnes pratiques industrielles. - Infrastructure: l'amélioration du flux du trafic est une condition indispensable au développement durable et elle requiert davantage d'investissements dans les infrastructures routières. 	<ul style="list-style-type: none"> - Bien que le transport routier ait amélioré ses performances environnementales, l'augmentation de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂ demeure un défi important à relever. - Un objectif essentiel à atteindre pour parvenir au développement durable est de persuader les gouvernements de proposer des mesures d'incitation pour accélérer l'application de bonnes pratiques industrielles et technologiques.

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles			
Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries de service</i>			
Comptabilité	<ul style="list-style-type: none"> - S'inspirant du même cadre conceptuel régissant l'information financière, le secteur comptable a considérablement contribué à toutes les principales initiatives de rapports sociaux, environnementaux et sur la durabilité. - Les principales institutions comptables ont créé des programmes nationaux et régionaux de récompense des rapports sur le développement durable, qui ont permis d'améliorer la communication et d'établir des critères de comparaison. - Les principaux cabinets comptables transnationaux ont largement contribué au développement et à l'application des méthodes de vérification nécessaires à donner de la crédibilité aux initiatives concernant la publication de rapports sociaux, environnementaux et sur le développement durable. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il n'existe pas d'information financière internationale ou de critères de contrôle traitant directement des problèmes de vérification, communication ou comptabilité sociale, écologique ou liée à la durabilité. - Les PME comptables travaillent rarement avec leurs clients sur les problèmes d'environnement, de société, de développement durable. Seuls les grands cabinets comptables transnationaux sont impliqués dans ce type d'activité. - Le secteur comptable pourrait jouer un rôle plus préminent dans la promotion du développement durable en tant que problème stratégique majeur pour la communauté financière. 	<ul style="list-style-type: none"> - Le secteur comptable doit s'engager à introduire les problèmes sociaux, environnementaux et de développement durable dans le programme scolaire de la profession. - Les responsables de la définition des règles de comptabilité et de vérification sur le plan international doivent reconnaître l'importance de ces thèmes en en faisant des priorités. - Le secteur doit collaborer avec la communauté académique internationale pour développer des techniques normalisées de comptabilisation du coût complet et pour explorer la variété croissante d'opportunités financières et environnementales en cours de développement.
Publicité	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place généralisée de systèmes d'auto-régulation efficaces. - Évolution des campagnes mondiales vers des campagnes "mondialement locales" soucieuses des consommateurs. - Financement permettant une plus grande indépendance, disponibilité et diversité des médias. 	<ul style="list-style-type: none"> - Susciter une plus grande prise de conscience vis-à-vis des occasions de durabilité dans le secteur. - Mieux comprendre les avantages de la responsabilité sociale des entreprises dans la communication. - Encourager les clients à traduire leur intérêt pour la durabilité par un changement de leur mode de vie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Trouver des marques pour promouvoir le développement durable. - Accroître le financement de campagnes à grande échelle sur des thèmes liés à la durabilité. - Développer des produits plus durables pour en faire la publicité.

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles			
Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries de service</i>			
Ingénieurs-conseils	<ul style="list-style-type: none"> - Le secteur planifiant les infrastructures requises pour satisfaire la demande sans cesse croissante de services a réussi à intégrer le développement durable dans ses pratiques. - Jusqu'à présent, les efforts ont porté sur des outils de gestion tenant compte des dimensions environnementales et sociales de la gestion de projets. - Le secteur a aussi admis l'importance de l'environnement en soutenant des initiatives axées sur l'intégrité, la qualité de la construction et la mise en place des capacités. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une évaluation des résultats du programme Action 21 indique que le développement supplémentaire de moyens pour instaurer la durabilité passe par une plus grande attention à la participation des parties prenantes dans la gestion des projets. - La satisfaction des besoins en infrastructures dans les pays en voie de développement exige d'exploiter les ressources des petites entreprises qui devront accroître leur potentiel. - Enfin, les performances du secteur doivent être constamment comparées aux engagements internationaux et aux priorités locales et régionales en matière de développement durable. 	<ul style="list-style-type: none"> - Grâce à ses compétences, le secteur pourra apporter des contributions importantes aux zones et secteurs de programmes prioritaires identifiés par le secrétaire général de l'ONU. - Cependant, l'offre d'infrastructures durables dans les pays en voie de développement exige de nouvelles méthodes d'approvisionnement et de gestion de projet. - Elles doivent être appuyées par des initiatives suscitant la confiance des parties prenantes publiques et privées.
Finances et assurances	<ul style="list-style-type: none"> - Le secteur a pris des mesures en faveur de la durabilité grâce au développement et à l'adoption de codes de conduite internes et de réglementations environnementales ainsi qu'à la participation à des initiatives volontaires (telles que ISO 14000) et à des organisations industrielles (UNEPFI). - Les investissements socialement responsables (ISR) ont enregistré une forte croissance au niveau des fonds gérés au cours des dix dernières années, et il s'est produit une augmentation régulière du nombre et du type de 	<ul style="list-style-type: none"> - Les principes du développement durable doivent être intégrés dans toutes les décisions de gestion des actifs au sein du secteur des finances et des assurances, et pas uniquement sur le créneau des produits ISR. - Le secteur doit continuer à adopter des règles volontaires et des systèmes de gestion environnementale et à transférer les connaissances vers les pays en voie de développement. - Il faut poursuivre les efforts pour parvenir à une règle de communication mondialement acceptée par le biais de la Global Reporting Initiative, y compris les indicateurs de 	<ul style="list-style-type: none"> - Le secteur est confronté aux défis suivants: contraintes concernant l'univers des investissements car la sélection des ISR est davantage appliquée, écarts entre les intérêts des pays développés et ceux en voie de développement, chocs culturels en cas d'application des concepts occidentaux à l'échelle mondiale. - Le secteur doit faire face à de nouveaux risques, comme le changement climatique, l'épuisement des ressources, une inégalité excessive et des risques technologiques dérivant des biotechnologies et de la chimie sous-moléculaire. - Les questions sur les ressources humaines, les

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles

Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries de service</i>			
Finances et assurances (suite)	produits ISR proposés. - Les gestionnaires d'actifs, les banques et les compagnies d'assurances ont fait face aux défis du développement durable en introduisant des produits novateurs tels que des fonds de placement en micro-finance, tarif kilométrique de l'assurance automobile et les prêts environnementaux.	performances environnementales et les indicateurs de performances sociales.	informations sur le risque, la formation de capital, les processus internes, la politique publique et les attentes de la société joueront un rôle essentiel à l'avenir.
Technologies de l'information et des communications	- Les télécommunications se situent au cœur de l'économie mondiale du savoir et elles vont continuer à jouer un rôle crucial dans le développement économique au 21 ^{ème} siècle. - Lors des dix dernières années, il y a eu une prise de conscience croissante vis-à-vis des problèmes environnementaux et sociaux du secteur. Au cours de cette période, il s'est produit une diminution considérable au niveau de la consommation de ressources par octet d'informations transmises. - Les télécommunications ont grandement contribué à l'amélioration des normes en matière de santé, éducation, emploi et responsabilisation des communautés locales.	- Convaincre un plus grand nombre d'entreprises du secteur de participer et de promouvoir activement le développement durable. - Étendre l'accès aux services de communication grâce à un étroit partenariat entre le public et le privé. - Meilleure intégration des solutions de communication dans les orientations publiques et privées concernant le changement climatique et le développement économique. - Mesurer et divulguer régulièrement au public les conséquences sociales et environnementales. - Promouvoir l'utilisation des technologies de l'information et des communications comme source d'amélioration.	Voir Réalisations en cours.

Tableau 3: Point de vue des secteurs sur les principales actions accomplies, réalisations en cours, défis et engagements possibles

Secteur	Actions accomplies	Réalisations en cours	Défis et engagements possibles
<i>Industries de service</i>			
Tourisme	Le tourisme, un des principaux secteurs au monde, reconnaît sa relation privilégiée avec les actifs environnementaux, sociaux et culturels de la planète et a pris de l'avance en matière de prise de conscience, définition de normes, certification, habilitation et initiatives volontaires.	La collaboration de toutes les parties prenantes est requise pour permettre aux communautés hôtes dans les régions en développement de tirer partie de l'incroyable potentiel du tourisme grâce à la croissance économique et la création d'emplois qu'il génère.	En tant que partie prenante de premier plan, le secteur doit assumer son rôle et garantir que le tourisme profite à tout le monde et qu'il est durable d'un point de vue écologique, social et économique, aujourd'hui et demain.
<i>Industries de l'environnement</i>			
Gestion des déchets	- Amélioration des performances environnementales et techniques. - Prise de conscience parmi les décideurs et les consommateurs.	- Recherche intégrée sur les effets de la gestion des déchets sur le sol, l'air, l'eau et le climat. - Gestion des déchets dans les pays en voie de développement.	- Dissocier la croissance économique et la production de déchets. - Améliorer la communication, l'éducation et la formation.
Gestion de l'eau	- Lors de la dernière décennie, l'eau a été la première préoccupation internationale. - Des progrès considérables ont été faits pour approvisionner et offrir des services sanitaires à des communautés en développement dans plusieurs régions. - Des stratégies et des technologies novatrices variées ont été développées dans ce secteur.	- Servir les démunis. - Mettre en pratique les concepts de gestion intégrée des ressources en eau. - Inverser la tendance des maladies liées à l'eau et de la dégradation de l'environnement.	- Développer des stratégies et des procédures pratiques en vue d'une gestion durable de l'eau. - Satisfaire les besoins liés à l'eau des environnements urbains qui prolifèrent dans les pays en voie de développement. - S'attaquer efficacement au problème des ressources en eau mondialement partagées.

Chapitre 4: Conclusions et recommandations

Chacun des rapports de cette série présentent les nombreux efforts déployés par l'industrie pour réduire son impact sur l'environnement et faire face à d'autres défis de développement durable, et ce malgré la difficulté qu'il y a à publier pour la première fois des rapports à l'échelle mondiale. Nous constatons néanmoins qu'il existe un fossé grandissant entre les efforts fournis et l'état de l'environnement dans le monde, qui ne cesse de se dégrader. Nous sommes confrontés à des tendances mondiales qui restent inquiétantes en matière de biodiversité, de pollution de l'air, de dégradation des sols, des déchets et d'émissions de produits chimiques, de qualité de l'eau douce et des mers régionales, comme le montre le rapport L'avenir de l'environnement mondial 2002 du PNUJ.

Les deux principales raisons sont:

- **Dans la plupart des secteurs industriels seul un petit nombre d'entreprises oeuvrent en faveur d'un développement durable.** La majorité des entreprises fonctionnent toujours comme à l'accoutumée. Pourtant l'industrie a tout intérêt à encourager de meilleures pratiques et à améliorer les performances de tous ses membres, partout. Mais en réalité, à cause des différences de contextes socio-politico-culturels et économiques entre les pays, les mêmes solutions ne sont pas applicables partout. De plus, le volontariat, comme l'auto-réglementation de l'industrie ont des limites. Tous les rapports sectoriels soulignent le rôle crucial des pouvoirs publics, qui en associant des instruments réglementaires, économiques et volontaires encourageraient les innovations sociales et technologiques, tout en veillant à ce que les entreprises faisant preuve de retard ou de négligence ne s'enrichissent pas aux dépens de celles investissant dans de meilleures pratiques. Les pressions de la part du grand public et des consommateurs ont également un rôle important en incitant les entreprises à modifier leur comportement et à les en récompenser. Les

pouvoirs publics et les médias doivent augmenter leur efforts de sensibilisation auprès du public.

- **Les améliorations sont annulées par la croissance économique et la demande grandissante de biens et de services (effet de rebond).**

L'estimation de la croissance future ne fera qu'agrandir encore ce fossé dans la plupart des secteurs industriels. Les rapports en appellent également aux pouvoirs publics afin qu'ils élaborent des politiques à long terme. C'est dans ce contexte que les initiatives volontaires du secteur privé, associées à des organisations non gouvernementales et des syndicats, pourront se développer. C'est également dans ce contexte que le secteur privé doit collaborer avec le secteur public pour mettre en oeuvre des projets de financement novateurs, de coopération technologique, d'éducation et de renforcement des capacités.

Pour aller de l'avant, le PNUJ a identifié cinq domaines prioritaires et a fourni des recommandations à l'industrie et au monde des affaires, aux gouvernements, à des groupes de la société civile et à des organisations internationales. Ces cinq domaines prioritaires sont:

1. **Prises de décision courantes:** Intégrer les critères écologiques et de développement durable dans les prises de décision courantes, à tous les niveaux au sein de l'entreprise, pour renforcer la capacité locale dans le monde et généraliser parmi l'industrie les meilleures pratiques des leaders, et ce à l'échelle internationale.
2. **Initiatives volontaires:** Rendre les initiatives volontaires plus efficaces et plus crédibles en tant que complément aux mesures gouvernementales, et évaluer l'amélioration des performances environnementales et sociales par la publication de rapports.

3. Publication de rapports: Promouvoir la transparence, évaluer l'amélioration des performances et généraliser la publication de rapports environnementaux et de développement durable au-delà des seuls pionniers à la majorité silencieuse.

4. Intégration sociale, environnementale et économique. Modifier l'approche actuelle qui consiste à traiter séparément les aspects écologique, social et économique du

développement durable pour obtenir une approche intégrée face aux défis mondiaux.

5. Ouvertures mondiales et responsabilités. Aider à construire le cadre mondial nécessaire en matière de réglementations, d'institutions et de pratiques établies pour protéger les biens communs et développer les nouvelles responsabilités qui conduisent à de nouvelles opportunités mondiales.

Priorité n° 1 - Prises de décision courantes

Objectif Intégrer les critères d'environnement et social aux prises de décisions courantes, renforcer la capacité locale dans le monde pour généraliser les meilleures pratiques des leaders à toute l'industrie, à l'échelle mondiale

Le PNUE encourage:

- L'industrie et les entreprises à:
- Renforcer le mandat, les ressources et la capacité de leurs associations de façon à traiter les problèmes de développement durable et généraliser les meilleures pratiques au sein de l'industrie et plus particulièrement parmi les petites et moyennes entreprises.
- Offrir une ligne directrice plus ferme et appuyer leur effort pour élever les normes de performances de toutes les sociétés membres, et plus particulièrement celles qui affichent le retard le plus marqué.
- Envisager de réunir des fonds issus des entreprises industrielles, non seulement pour réparer les dommages et accidents qu'elles causent (marées noires par exemple), mais aussi pour aider les membres de pays plus défavorisés à investir dans une production moins polluante.
- S'assurer que les critères du développement durable soient inclus dans les décisions du conseil d'administration.
- Les gouvernements à:
 - Se concentrer d'avantage sur l'intégration des questions d'environnement aux politiques et programmes de développement économique afin d'éviter de grandes catastrophes écologiques, et ce dès le stade de la mise en œuvre et des investissements (par exemple renforcement et application d'outils d'évaluation du cycle de vie et de l'impact sur l'environnement en matière de processus de prise de décision à tous les niveaux)
 - Réviser les politiques gouvernementales et les mécanismes de réglementation du marché qui sont fautifs, c'est-à-dire qui dissuadent les entreprises de devenir plus

efficaces en matière de ressources et d'énergie. Les pouvoirs publics doivent favoriser une production intégrée et propre plutôt que diverses approches isolées relatives à un polluant ou un mode de fonctionnement donné.

- S'efforcer de banaliser les outils de gestion de l'environnement (EIE, évaluation des cycles de vie, gestion et réflexion, évaluations technologiques environnementales), dans l'évaluation des impacts environnementaux des mesures fiscales et économiques, et dans les critères de l'enseignement supérieur.
- Fournir les ressources humaines et financières permettant de mettre en place des centres de production moins polluants dans leur propre pays ou dans des pays en voie de développement.
- Les groupes de la société civile à:
- Mettre plus en valeur les entreprises qui se sont montrées les plus actives dans l'adoption de meilleures pratiques et aider les pouvoirs publics, que ce soit au niveau local ou national, à identifier celles qui se sont montrées les moins actives.
- Les organismes internationaux à:
- S'assurer que les meilleures pratiques en matière d'environnement sont une composante intégrale de toute aide au développement industriel.

Le PNUE:

- S'engage à soumettre à son Conseil d'administration des propositions pour développer des programmes de production et de consommation relatifs au développement durable, dont les accomplissements comprennent :
 - (i) promotion de pratiques sûres pour l'environnement dans les différents secteurs,
 - (ii) fourniture d'aide aux pays en voie de développement et aux économies en transition, pour leur permettre de construire leur propre capacité locale pour une production plus propre et plus sûre.

Priorité n° 2 – Initiatives de volontariat

Objectif: Rendre les initiatives de volontariat plus efficaces et plus crédibles en tant que complément aux mesures gouvernementales.

Le PNUE encourage:

- L'industrie et les entreprises à :
 - Adopter de vastes initiatives volontaires et des codes de conduite susceptibles d'améliorer la gestion et les performances globales de l'industrie en matière d'environnement, au-delà de la réglementation .
 - Impliquer de manière plus proactive et systématique les parties prenantes à tous les stades des initiatives de volontariat, notamment la conception, le contrôle et l'analyse.
 - Inclure des mesures de révision, accompagnées de sanctions, dans toutes les initiatives de volontariat, l'objectif étant de constamment améliorer les performances et la crédibilité des initiatives.
- Les gouvernements à :
 - Trouver des moyens d'intégrer les initiatives de volontariat dans leur cadre réglementaire et d'action, ou développer des accords avec les secteurs industriels pour cibler le niveau des émissions.
 - Favoriser l'utilisation de plans de certification sectoriels, avec l'aide des organisations non gouvernementales.

- Les groupes de la société civile à :
 - Inciter les associations industrielles à mettre en place des codes en matière de volontariat.
- Demander aux entreprises signataires de rapports où elles décrivent en quoi elles satisfont les objectifs de l'initiative de volontariat, au moyen de critères communs permettant de comparer les entreprises au fil des années.
- Faire connaître tant les entreprises réalisant de réels progrès et mettant en œuvre des codes que celles qui ne le font pas.

- Collaborer avec les pouvoirs publics pour intégrer les initiatives de volontariat dans leurs politiques et leur cadre réglementaire, de façon à ce qu'ils soient complémentaires.
- Insister sur la participation de toutes les parties en jeu lors de la négociation d'accords entre gouvernement et industrie.
- Les organismes internationaux à :
 - Déterminer et faire connaître les leçons apprises (qu'elles soient positives ou négatives) de l'utilisation d'initiatives volontaires, en vue de les intégrer aux conseils d'action politique et aux projets de développement industriel.

Le PNUE:

- S'engager à catalyser la mise en place d'initiatives et de partenariat de volontariat au niveau international | rassemblant les entreprises, les pouvoirs publics et les sociétés civiles en vue d'améliorer les performances écologiques industrielles dans le monde entier.
- Continuer à encourager les entreprises à effectuer chaque année des rapports indiquant leurs progrès en matière de développement durable, lors de la consultation annuelle du PNUE avec l'industrie.

I Exemples : Initiatives pour les institutions financières et d'assurance du PNUE, Tour Operators' Initiative for Sustainable Tourism Development, Initiative mondiale pour la promotion de la durabilité grâce à l'informatique (GeSI), Forum mobilité (industrie automobile), Forum publicité et communication, International Code for the Safe Management of Cyanide in Gold Mining, Sustainable Agri-food Production & Consumption Forum.

Priorité n° 3 – Publication de rapports

Objectif: Généraliser l'établissement de rapports en matière d'environnement et de développement durable, de sorte que cette pratique ne soit plus réservée aux seuls

Le PNUE encourage:

- L'industrie à :
 - Trouver un consensus concernant les indicateurs et les paramètres pouvant servir à mesurer le progrès et à en rendre compte. Celui-ci doit inclure toutes les parties prenantes si l'on veut que les attentes sociétales soient mieux comprises.
 - ...laborer des principes directeurs sectoriels pour les rapports selon les lignes directrices de la GRI. Certains secteurs le font déjà ou vont le faire, comme le tourisme, la finance, l'automobile et les technologies de l'information et des communications.
- Les gouvernements à :
 - Demander aux entreprises publiques d'utiliser les lignes directrices de la GRI pour rendre compte chaque année de leurs performances en matière de développement durable.
 - Chercher des moyens d'intégrer les indicateurs de la GRI et son cadre d'établissement de rapports dans leurs programmes d'exécution et de conformité.
 - Encourager une plus grande transparence à travers la publication de rapports.
- Les groupes de la société civile à :
 - Demander aux entreprises nationales ou multinationales si elles se plient aux recommandations de la GRI, et de justifier pourquoi si ça n'est pas le cas.
- Les agences de cotation des titres, qui notent les performances financières, environnementales et/ou sociales des entreprises, à :
 - Augmenter la pression pour une plus grande transparence, l'obligation de rendre

compte et une responsabilité accrue dans le domaine de l'environnement et indiquer dans leur système de notation si les entreprises établissent des rapports conformes à la GRI

Le PNUE:

- Encourager le développement de la GRI, une initiative indépendante et qui met en jeu plusieurs parties prenantes. De nombreuses multinationales sont en passe de l'adopter ou l'on déjà fait.
- Encourager la meilleure disponibilité pour le grand public des rapports sur l'environnement et le développement durable en provenance des entreprises et du marché.
- Encourager la publication d'enquête de performances pour surveiller la qualité des rapports produits.

Priorité n° 4 - Intégration environnementale, sociale et économique

Objectif: Modifier l'approche actuelle, qui consiste à traiter séparément les aspects écologique, social et économique du développement durable pour arriver à une approche intégrée face aux défis économiques et sociaux existant en la matière.

Le PNUE encourage:

- L'industrie à:
- Reconnaître qu'il ne dispose pas toujours de bonnes réponses et ne pose pas toujours les bonnes questions quant aux défis en matière de développement durable, et améliorer la qualité du dialogue avec ses parties prenantes tant internes qu'externes.
- Comprendre qu'une consultation de parties prenantes d'initiative industrielle, aussi bien intentionnée soit-elle, ne peut pas offrir la neutralité et la crédibilité nécessaires pour susciter la compréhension, la confiance et la responsabilité mutuelles.
- Mettre en place des processus et procédures internes pour assurer que les éléments du développement durable sont incorporés dans tous les niveaux de décision.
- Les gouvernements à:
- Prendre des mesures visant à intégrer progressivement les questions d'environnement dans les prises de décisions et les mesures politiques courantes en matière économique et sociale (politique financière et fiscale, promotion de l'habitat social, éducation, transports, commerce ou incitations à l'exportation, par exemple) pour mieux orienter au sein de l'industrie les prises de décision vers un développement durable.

Le PNUE:

- S'engage à poursuivre le dialogue avec toutes les parties prenantes au niveau international de cette présentation mondiale de rapports du Sommet mondial sur le développement durable. Il fournit en effet une plate-forme neutre au sein de laquelle les parties prenantes commerciales et mondiales peuvent traiter les problèmes complexes soulevés par lesdits rapports (attente en matière de responsabilité sociale des entreprises dans différents contextes socio-politiques et culturels, par exemple)
- Continuera à collaborer avec les pouvoirs publics, les entreprises et les autres parties prenantes pour cesser de traiter individuellement les aspects écologique, social et économique du développement durable et passer à une approche plus holistique et plus intégrée.

Priorité n° 5 – Ouvertures mondiales et responsabilités

Objectif: Aider à b)tir le cadre mondial nécessaire en matière de réglementations, d'institutions et de pratiques établies pour protéger les biens communs au niveau mondial et mettre en oeuvre les nouvelles responsabilités qui accompagnent les ouvertures à l'échelle de la planète et qui conduisent à de nouvelles opportunités mondiales

'Choisissons donc de faire converger la puissance des marchés et les idéaux universels. Choisissons de concilier les forces créatives de l'esprit d'entreprise et les besoins des défavorisés et l'intérêt des générations futures'
Kofi Annan
Secrétaire général des Nations Unies

Le PNUE encourage:

- L'industrie à:
- * Suivre l'exemple des entreprises et associations proactives en délaissant les modes de fonctionnements réactifs et obstructionnistes pour adopter des approches de coopération et de partenariat en vue de satisfaire des objectifs mondiaux, nationaux, régionaux et locaux en matière de gouvernance environnementale et de développement durable.
- Comprendre et identifier les opportunités que les changements proactifs vont fournir.
- Les gouvernements à:
- Donner priorité à la ratification des conventions et protocoles internationaux que leur pays a signés.
- Accorder les ressources nécessaires à la mise en place d'un cadre international de réglementations, de pratiques établies et d'institutions afin de relever à l'échelle

mondiale les défis de développement durable qui ne peuvent l'être de manière unilatérale.

- Aider les pays dont les ressources sont plus limitées à participer aux forums internationaux sur les besoins de gouvernance mondiale.
- Les groupes de la société civile à:
- Faire en sorte que le grand public comprenne mieux le besoin qu'il y a à prendre des mesures nationales et locales pour atteindre les objectifs mondiaux en matière d'environnement et de développement durable.
- S'engager d'une façon constructive au dialogue avec l'industrie et les gouvernements.

Le PNUE:

- Continue de collaborer avec les gouvernements, l'industrie et les parties prenantes pour une gouvernance environnementale plus efficace à l'échelle internationale et pour l'application d'accords multilatéraux en matière d'environnement.
- Encourage les entreprises à indiquer la voie et à se montrer plus responsables dans la mise en oeuvre des objectifs mondiaux via des partenariats et des initiatives de volontariat, comme le Pacte mondial.

Chapitre 5: Sur ce processus d'établissement de rapports, ils ont dit...

L'industrie:

'Cet exercice nous a beaucoup appris à tous. Il n'était pas sans défis et il nous a permis de voir les choses sous un nouvel angle et nous a fourni un cadre pratique pour traiter les problèmes complexes et à multiples facettes du développement durable.'

Institut international de l'aluminium

'Je pense que cet exercice a été très formateur pour la GeSI, grâce à une première analyse de repère utile bien qu'incomplète en termes de données et de couverture géographique. Il s'agit de l'éternel problème du manque de temps, encore plus vrai pour une organisation aussi jeune que la GeSI... Je voudrais tout particulièrement remercier le PNUE pour avoir permis la consultation nécessaire des parties prenantes à Paris... Nous devons tenter de garder le lien et de poursuivre le dialogue. Le rapport sommaire offre une vision utile, équilibrée et constructive. Bravo. L'entreprise était de taille.'

Dr Chris Tuppen, GeSI (secteur Information et communication)

'Le processus du PNUE a donné aux secteurs la chance exceptionnelle d'analyser leurs réalisations en matière de développement durable et d'en rendre compte. Le rapport offre à présent une base solide d'évaluation des engagements spécifiques face aux défis, identifiés pendant le processus.'

Conseil international des associations chimiques.

'Merci de nous avoir permis de donner notre avis sur cette vue d'ensemble du PNUE. Encourageant la réflexion, il reste relativement facile à lire, à mon avis, ce qui n'était pas une tâche facile au vu de l'abondance des données. J'ai également trouvé votre analyse ouverte et juste et espère que les critiques dont vous ferez l'objet seront tout aussi constructives.'

Kristen E. Sukalac, Association internationale de l'industrie des engrais

'Le PNUE est devenu un intermédiaire respecté entre les parties prenantes. Le processus reste néanmoins fragile et la direction même du PNUE doit être bâtie sur la confiance.'

Dr Philippe Rochat, Groupe d'action des transports aériens.

Les parties prenantes:

'L'initiative de réunir les rapports sectoriels de l'industrie constitue une étape importante et avantageuse à plusieurs égards. Elle offre une vision globale des progrès et permet de comparer les secteurs industriels, aussi différents soient-ils en termes d'organisation et de produits. Cette comparaison montre où des progrès considérables ou au contraire modestes ont été accomplis sur la voie du développement durable.'
Dr Thomas Schauer, Research Institute for Applied Knowledge Processing (Allemagne)

'Ces dernières années, le PNUE et le service pour le développement durable ont collaboré étroitement pour que les sociétés industrielles agissent en faveur du développement durable et pour transformer les réactions en processus d'élaboration de politique. Ce partenariat a contribué à une meilleure application de l'Action 21 sur le marché. Le document du PNUE établit clairement que des progrès considérables ont été accomplis dans certains domaines... Cessons d'accorder trop d'importance au passif, par exemple le rythme du changement et le non-traitement des problèmes à l'échelle requise, et concentrons-nous sur les leçons apprises et les défis auxquels nous avons à faire face.'

Mme Joanne DiSano, directrice, Service pour le développement durable, DESA de l'ONU

'Je voudrais vous féliciter pour votre capacité à digérer autant d'informations d'une façon si équilibrée. C'est une grande réalisation et donc émettre des critiques ne serait que grossier. Cependant, je dois faire part de mes doutes et inquiétudes à travers un commentaire qui, il me semble, souligne un problème générique quand on laisse l'industrie parler d'elle-même. L'industrie sous le capitalisme continuera à avoir de considérables impacts écologiques - c'est ça qu'elle fait bien - jusqu'au moment où les règles vont changer de manière significative ou sous une nouvelle forme de capitalisme (non conçue jusqu'au présent) sera créée. A mon avis, ceci est le point de départ pour aborder le développement durable et j'ai peur que ce n'est qu'un point de vue assez minoritaire.'

Centre for Social and Environmental Accounting Research, University of Glasgow, United Kingdom

'La crédibilité de cette initiative de volontariat dépend exclusivement des déclarations des sociétés prêtes à établir des rapports sur leurs performances écologiques. L'expérience montre que celles dont les performances sont bonnes peuvent et veulent être cotées. Les 'écramés' en sont donc exclus, bien qu'ils viennent généralement des industries les plus polluantes. Ainsi, comment le PNUE espère-t-il rappeler à l'ordre ces 'non-volontaires' dans les initiatives futures d'établissements de rapports?'

Dr C. Olver, directeur général, Ministère de l'environnement et du tourisme, Afrique du Sud

'Greenpeace International félicite le PNUE pour cette évaluation. En principe, Greenpeace est d'accord avec le PNUE sur le rôle crucial de l'industrie et sa responsabilité pour conduire la planète vers un développement durable, au sens écologique et autres. Cependant, comme le rapport d'évaluation du PNUE le démontre, dix ans après le Sommet de la Terre de 1992, l'industrie demeure plus le problème que la solution. Sous plusieurs égards, le développement durable de la planète est aujourd'hui plus difficile à conquérir qu'aparavant. Les raisons pour lesquelles le 'business as usual' reste le paradigme dominant requièrent des études plus approfondies. Beaucoup d'observateurs, dont Greenpeace, pensent que l'échec des gouvernements à mettre en place un cadre législatif plus effectif pour maintenir l'équilibre 'Homme, planète, prospérité'. L'industrie est connue pour " marquer le pas par l'arrière". La question primordiale pour l'industrie du 21ème siècle sera de prouver qu'elle peut apprendre du passé. Greenpeace encourage le PNUE à continuer ce processus.'

Rémi Parmentier
Greenpeace International

'HELIO a lu avec intérêt la version provisoire du document 'Vue d'ensemble et recommandations' du PNUE. Il est excellent. Pourtant, l'analyse des données issues de multiples rapports dans différents secteurs de l'industrie n'est pas une tâche facile. Félicitations aux rédacteurs.'

Rod Janssen, HELIO International

'Le PNUE a entrepris un projet important pour susciter un partenariat industriel en matière de développement durable.'

Banque asiatique de développement

Contribution du PNUE au Sommet mondial sur le développement durable

Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) a pour mission de jouer un rôle d'instigateur dans le domaine de la protection de l'environnement et d'encourager les partenariats à cet effet, en inspirant, informant et donnant aux nations et aux peuples les moyens d'améliorer la qualité de leur vie sans compromettre celle des générations futures. Le **Division Technologie, Industrie et Economie (DTIE)** du PNUE apporte sa contribution à cette mission en incitant les décideurs des gouvernements, du commerce et de l'industrie à élaborer et à adopter des politiques, stratégies et pratiques plus propres et plus sûres, à faire un usage rationnel des ressources naturelles, à gérer de façon responsable les produits chimiques, à intégrer les coûts environnementaux et à réduire la pollution et les risques pour l'homme et l'environnement.

Ce rapport fait partie d'une série de publications créée sur l'initiative de la DTIE du PNUE à titre de contribution au Sommet Mondial sur le Développement Durable. La DTIE a adressé aux secteurs industriels intéressés un plan de rapport sur le modèle d'Action 21 et a coordonné le processus de consultation des parties prenantes concernées. De leur côté, les divers secteurs qui ont répondu à l'appel se sont engagés à produire un compte rendu honnête des performances réalisées par rapport aux objectifs du développement durable.

L'ensemble des rapports est disponible sur le site Internet de la DTIE (<http://www.uneptie.org/wssd>) qui donne des informations complémentaires sur cette démarche et les organisations qui l'ont rendue possible. On trouvera ci-après la liste des documents sur lesquels elle a débouché, tous disponibles sous forme électronique ou imprimée auprès du PNUE:

- rapports sectoriels:

- Aluminium
- Automobile
- Aviation
- Charbon
- Chemins de fer
- Comptabilité
- Construction
- Electricité
- Engrais
- Finances et assurances
- Gestion de l'eau
- Gestion des déchets
- Industrie alimentaire
- Ingénieurs-conseils
- Pétrole et gaz
- Produits chimiques
- Publicité
- Réfrigération
- Sidérurgie
- Technologies de l'information et de la communication
- Tourisme
- Transport routier

- une compilation des résumés analytiques des rapports sectoriels ci-dessus
- un rapport global de la DTIE du PNUE
- un CD-ROM contenant tous les documents ci-dessus.

La DTIE apporte également sa contribution aux publications suivantes:

- un ouvrage conjoint WBCSD/WRI/PNUE intitulé *Tomorrow's Markets: Global Trends and Their Implications for Business*, qui explique en quoi il est impératif d'adopter des pratiques commerciales compatibles avec un développement durable;
- un rapport conjoint WB/PNUE sur l'innovation financière au service du développement durable qui présente de nouveaux mécanismes financiers efficaces pour aborder les problèmes d'environnement, de société et de développement les plus urgents;
- deux numéros spéciaux de la revue trimestrielle *Industry and Environment* de la DTIE, consacrés aux principaux problèmes régionaux posés par l'industrie et le programme d'action général en faveur du développement durable

Le PNUE apportera sa contribution au Sommet Mondial sur le Développement Durable à travers diverses autres publications, parmi lesquelles:

- *the Global Environmental Outlook 3 (GEO 3)*, troisième rapport d'évaluation du PNUE sur l'état de l'environnement;
- un numéro spécial de la revue *Notre Planète* pour la Journée mondiale de l'environnement, axé plus spécialement sur l'Année internationale des montagnes;
- le livre de photos *Focus on Your World*, avec les meilleurs clichés du Troisième Concours International de Photos sur l'Environnement.